LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
www.lnr-dz.com
Quotidien d'information indépendant - n° 7009 – Dimanche 14 mars 2021 - Prix : 10 DA

MODERNISATION DE L'ACTIVITÉ ADMINISTRATIVE ET OPTIMISATION DES PERFORMANCES DES SERVICES PUBLICS

DJERAD : «SE FOCALISER SUR LE NUMÉRIQUE ET LA CONNAISSANCE POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE»

p.3

COOPÉRATION RÉGIONALE

Le chef de l'Etat malien, Bah N'Daw, à Alger

© Photo : D.R

p.2

Le chef de l'Etat malien, Bah N'Daw, est arrivé hier après midi à Alger pour une visite de travail et d'amitié en Algérie, destinée à passer en revue les relations bilatérales fraternelles unissant l'Algérie et le Mali ainsi que les voies et moyens de les développer au mieux des intérêts communs des deux pays.

VALEUR DU DINAR ET INFLATION : BENABDERRAHMANE EXPLIQUE

p.2

ELABORATION D'UN NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE : «SONELGAZ 2035»

Sonelgaz fait le pari de l'électricité verte

p.4

L'OPEP RESTE PRUDENTE SUR SES PRÉVISIONS

La hausse de la demande ne «sera pas en mesure de compenser la chute des prix»

p.4

Chiffre du jour

Coronavirus : 157 nouveaux cas, 116 guérisons et 3 décès

MDN

Un terroriste capturé par les services de sécurité à Tamanrasset

Un terroriste a été capturé jeudi par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN) après avoir tenté de pénétrer clandestinement le territoire national via les frontières avec le Mali, indique samedi un communiqué du MDN.

Tomates industrielles

Prévisions d'une campagne de récolte réussie à Adrar

Les professionnels de la filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Adrar s'attendent à une campagne de récolte réussie au cours de la saison 2020-2021, notamment grâce à l'augmentation constatée dans le rendement de la production, a indiqué jeudi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Soins à l'étranger

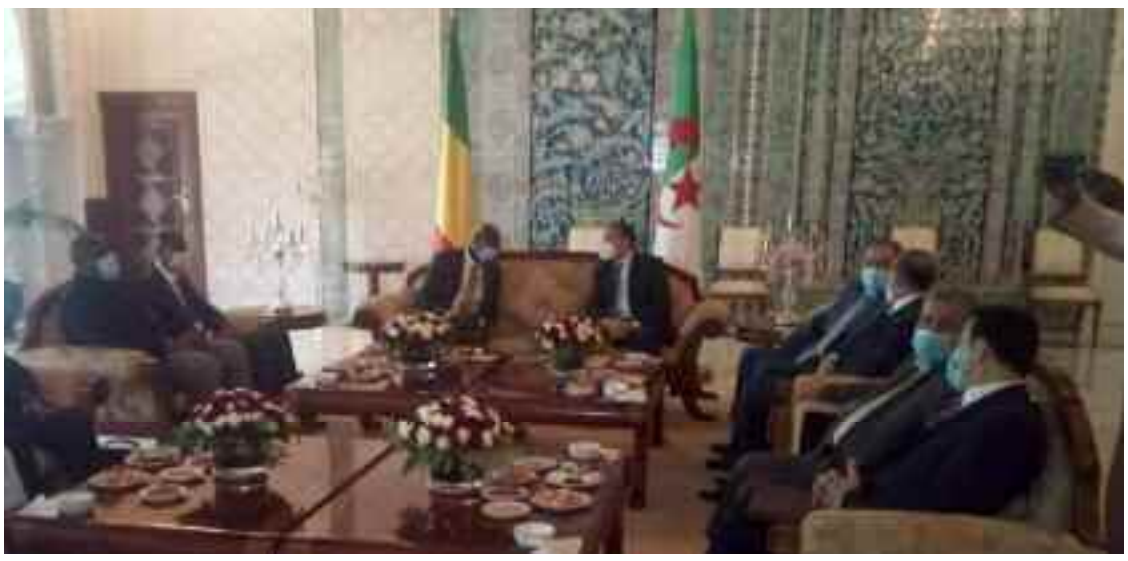
Un budget spécial pour 200 cas de scoliose

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a fait état, à Alger, de la consécration d'un budget spécial pour l'évacuation pour soins à l'étranger de 200 patients atteints de scoliose.

Coopération régionale

Le chef de l'Etat malien, Bah N'Daw, à Alger

Le chef de l'Etat malien, Bah N'Daw, est arrivé hier après-midi à Alger pour une visite de travail et d'amitié en Algérie, destinée à passer en revue les relations bilatérales fraternelles unissant l'Algérie et le Mali ainsi que les voies et moyens de les développer au mieux des intérêts communs des deux pays.



L'Accord de paix et de réconciliation a été signé, en 2015, entre les représentants du gouvernement malien et différents groupes armés. (Photo : D.R)

Les deux Présidents auront également l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation nationale, issu du processus d'Alger.

Le chef de l'Etat malien a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud.

Rappelons que dans son discours adressé à la Nation, le 18 février dernier, le Président Abdelmadjid Tebboune a évoqué la situation au Sahel, et en particulier la participation de l'Algérie à la relance de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, notant qu'après des années de la signature de ce document par les parties maliennes, le Comité de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (CSA) avait organisé récemment une réunion à Kidal (Nord du Mali), sous les auspices des autorités maliennes afin d'appliquer les clauses de cet accord et rétablir la paix au Nord du Mali.

Le Président Tebboune s'est félicité de cette démarche et a formé le vœu de voir «une conjugaison des efforts des pays qui œuvrent à concrétiser la stabilité au Mali et à rétablir la quiétude et le calme pour nos frères dans ce pays». Plus récemment, au début de ce mois, le Président Tebboune avait rappelé que «l'Algérie est une véritable force de frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous avons réussi à préserver notre prolongement en Afrique et ailleurs. Il n'est pas question d'envoyer les enfants du peuple pour se sacrifier pour autrui».

L'Algérie insiste sur l'importance du soutien international et sur la nécessité de préserver un processus malo-malien, au mieux des intérêts du peuple malien.

Lundi 7 mars, notre ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a participé à la deuxième réunion du groupe de soutien à la transition au Mali (GST-MALI), organisée à Lomé, au Togo. Cette deuxième réunion devait évaluer les six premiers mois d'activité du gouvernement de transition malien, dont la mission s'étale sur 18 mois. Mis en place à la suite du changement non constitutionnel du 18 août 2020 ayant conduit au départ de l'ex-Président Ibrahim Boubakar Keïta, le Gouvernement de transition au Mali a pour mission de maintenir la paix et la stabilité du pays par la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger et d'organiser des élections générales en 2022.

La réunion de Lomé a constitué une opportunité de faire le point sur l'application de l'accord de paix et de réconciliation nationale, issu du processus d'Alger. L'Accord de paix et de réconciliation a été signé, en 2015, entre les représentants du gouvernement malien et différents groupes armés.

Il y a un mois, s'est tenue au siège du Gouvernorat de Kidal, sous le drapeau malien et en présence des membres du Gouvernement malien et des partenaires du Mali, présidée par Sabri Boukadoum, la réunion délocalisée du CSA depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

«C'est là un indice palpable du retour à la normale dans les régions du nord du Mali au bénéfice des Maliens en général et de la population de ces régions frontalières à l'Algérie, symbole de la fraternité algéro-malienne», a estimé l'Algérie.

La dimension régionale de la politique algérienne, en particulier le soutien de l'Algérie au peuple malien en vue d'une solution pacifique à ses problèmes, à l'abri de toute ingérence étrangère, «embarrasse et gêne de nombreuses parties», a fait remarquer la revue El Djeïch dans l'éditorial de son dernier numéro.

Lakhdar A.

Législatives du 12 juin

Le compte à rebours a commencé

✍ **La classe politique et la société civile se préparent** aux élections législatives maintenant que la date de cette consultation électorale a été fixée. Elle aura lieu samedi 12 juin 20121, dans moins de trois mois donc. Pour le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri, qui animait, jeudi, une conférence de presse au siège de wilaya du parti à Ouargla, la prochaine élection législative constitue «un rendez-vous crucial pour connaître le destin et l'avenir de l'Algérie».

«Le compte à rebours a commencé», a-t-il déclaré. «Le MSP participera à ces législatives pour l'intérêt du pays», a annoncé Abderrazak Makri. Pour le chef du MSP, «refuser la logique démocratique et la véritable compétition électorale serait une culture annihilant et compromettant toute chance d'évolution et de progrès du pays». Il a attiré l'attention sur l'existence de tentatives d'interférence dans la scène concurrentielle politique et partisane, estimant que la réédition des erreurs du passé conduirait aux mêmes résultats. De son côté, le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli a eu à réaffirmer, jeudi, la disposition de son parti à accompagner la démarche de réforme, notamment par le renouvellement des institutions élues à travers des élections régulières et transparentes, et la moralisation de l'acte politique.

Quant au secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji, il a évoqué les élections législatives, indiquant qu'elles permettront au peuple d'exprimer ses positions et ses ambitions et de choisir librement ses représentants. Il estime que toutes les garanties étaient réunies pour la réussite des élections législatives et a annoncé, mercredi à Tiaret, que sa formation politique allait présenter des compétences politiques et scientifiques pour s'engager dans les prochaines échéances électorales à l'effet de contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle et de rétablir la confiance entre l'Etat et le peuple. Le FLN, a-t-il dit, se doit de choisir les meilleurs candidats pour cristalliser un projet de société qui repose sur la bonne gouvernance pour une Algérie prospère.

Enfin, rappelons que la Secrétaire générale du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune a fait savoir, mercredi 3 mars, que la participation ou non de son parti aux prochaines élections législatives sera tranchée lors de la session du Comité central du parti, prévue au courant de ce mois de mars. Elle a précisé qu'il y aura un débat sur cette question (les législatives) et «des décisions seront prises» à ce sujet.

L. A.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

REPÈRE

Inflation

Valeur du Dinar et inflation : Benabderrahmane explique

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a tenu à se prononcer, hier, à propos de l'inflation et la valeur de la monnaie nationale «Dinar». Interrogé par les journalistes, en marge du lancement officiel des services de certification et de signature électronique au Centre international des conférences (CIC) à Alger, le ministre des Finances a affirmé que l'inflation est «maîtrisée» et que les prix des produits sont à la portée. «L'inflation est très maîtrisée en Algérie par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde. Vous n'avez qu'à voir les prix», a-t-il dit en répondant à une question d'une journaliste sur l'inflation et la hausse des prix des produits.

D'après le ministre, les prix n'ont pas «monté» mais ont été «ajustés un tant soit peu, mais pas à ce niveau-là dont certains veulent le faire croire», a-t-il dit, avant d'ajouter que les prix sont à la portée.

Au sujet de la valeur de la monnaie nationale «Dinar», Aymen Benabderrahmane considère que les grands projets qui seront lancés prochainement permettront au Dinar de gagner de la valeur.

«La monnaie est le miroir de l'économie», et elle n'est pas encours d'effondrement comme la décrivent certains. Non ! Elle est en cours de redressement», a-t-il dit.

Au sujet du lancement des services de certification et de signature électroniques, le ministre a précisé que ces services aideront l'environnement économique national, particulièrement les transactions bancaires, commerciales, assurances, douanières et les domaines de l'Etat. Selon lui, ces services auront «une plus value très positive» sur l'économie nationale.

Agence

Modernisation de l'activité administrative et optimisation des performances des services publics

Djerad : «Se focaliser sur le numérique et la connaissance pour la construction de l'économie»

Les services de certification et de signature électronique sont, depuis hier samedi, opérationnels. La cérémonie du lancement officiel desdits services a été présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. C'était au Centre international des conférences (CIC) «Abdelatif Rahal», à Alger.

«Le Gouvernement œuvre à la mise en place des mécanismes nécessaires à la protection des données». (Photo : D.R)

Et se veut le couronnement d'un processus technologique harmonieux conduit par des cadres nationaux hautement compétents en collaboration et en coordination avec d'éminents experts étrangers. En vue, a-t-on indiqué, de la concrétisation des axes du Plan national de certification et de signature électroniques, énoncés dans les dispositions de la loi 15-04 du 1er février 2015 fixant les règles générales de certification et de signature électroniques.

Organisée par le ministère de la Poste et des Télécommunications dans le cadre d'une stratégie visant l'accélération de la modernisation de l'activité administrative et l'optimisation des performances des services publics, cette cérémonie à laquelle ont pris part plusieurs membres du Gouvernement et de représentants d'organes et d'institutions de l'Etat s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie intégrée, adoptée par le Gouvernement, en vue, a-t-on poursuivi de même source, d'accélérer la modernisation de l'activité administrative et l'optimisation des performances des services publics, en se basant sur les avantages des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les facilitations en matière de simplification et d'amélioration des procédures administratives.

Dans son allocution prononcée à l'occasion, Abdelaziz Djerad, a indiqué que le fait de se focaliser sur le numérique et la connaissance pour la construction de l'économie se voulait un choix stratégique à même de garantir l'accompagnement du processus de diversification économique.

Et, a-t-il poursuivi, l'investissement dans tous les moyens disponibles et les opportunités permettant au pays de s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures.

En s'appuyant, a-t-il dit, sur les micro-entreprises, l'économie du savoir et les start-ups, étant les nouveaux catalyseurs du développement.

La question du numérique, prioritaire et bénéficiant d'un intérêt soutenu, dans les programmes du président de la République et du Gouvernement, est, a poursuivi Abdelaziz Djerad, mûrement réfléchie. Au vu, a-t-il dit, des avantages du numérique notamment en gain de temps et d'effort, en matière de maîtrise des échanges de données, de facilitation des opérations et transactions et d'amélioration des services.

«Le Gouvernement œuvre à la mise en place des mécanismes nécessaires à la protection des données, à la sécurisation et à la fiabilisation des opérations et transactions, devenus les principaux indicateurs du développement économique des pays», a observé le Premier ministre.

Citant l'adoption du Plan national de certification et de signature électroniques pour conférer davantage de fiabilité et de crédibilité aux services électroniques gouvernementaux.

L'établissement des responsabilités en matière d'échanges électroniques, la préservation de la confidentialité des données personnelles, et l'optimisation de la performance des structures publiques, en réduisant les coûts et les délais d'impression, de conservation et de délivrance des documents physiques, en vue d'éliminer la bureaucratie.

Rabah Mokhtari

Louai Djaffer, directeur général d'Emploitic à propos des perspectives d'emploi en Algérie :

«Les recrutements dans les Services et le BTPH impactés par l'épidémie du Coronavirus»

Le directeur général d'Emploitic, Louai Djaffer, a affirmé, jeudi dernier à Alger que les recrutements dans les secteurs des Services et du BTH ont été impacté par la crise sanitaire induite par l'épidémie du Coronavirus (Covid-19).

«Le secteur des services a été le plus impacté avec 74% des entreprises sondées qui ont gelé ou annulé leurs recrutements, suivi par le secteur du bâtiment avec 70% et celui de l'industrie avec 52% de gel ou d'annulation de recrutement», a-t-il indiqué.

S'exprimant lors de la présentation d'une étude réalisée conjointement par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'entreprise Emploitic, sur les perspectives d'emploi en Algérie durant le 1er semestre 2021, Louai Djaffer a fait remarquer que le manque de visibilité et l'impossibilité de se projeter ont marqué l'année écoulée et marqueront une partie de l'année en cours.

«26% des entreprises répondantes ayant été impactées par la crise sanitaire ont décalé leurs recrutements, 24% ont, quant à elles, gelé leurs recrutements alors que 14% ont carrément annulé leurs recrutements», a poursuivi le DG d'Emploitic.

Même si la plupart des secteurs se disent grandement impactés par la crise, a ajouté Louai Djaffer, trois secteurs d'activités se distinguent par leur volonté de croissance.

Citant le secteur de l'industrie où 45% des entreprises sont en faveur d'une croissance de leurs effectifs, suivi par la distribution avec 40% d'entreprises qui prévoient de recruter en 2021 et des services (32%).

Pour sa part, la directrice générale de la CACI, Ouahiba Behloul, a indiqué que cette étude offre une large vision sur les prévisions des entreprises en termes de recrutement à travers le territoire national et dans les différents secteurs d'activités pour l'année 2021. Annonçant, à l'occasion, une seconde étude, en cours de réalisation, a-t-elle dit, mettant l'accent sur le rapprochement du monde de travail à celui de l'Université et des centres de formations afin de booster l'employabilité et accélérer les recrutements en Algérie.

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, présent lors de la présentation des résultats de cette étude, a affirmé que le secteur du commerce a été le secteur le moins impacté par les effets de la crise sanitaire de la Covid-19. Faisant observer que le secteur du Commerce a été le premier secteur créateur d'emploi malgré la crise sanitaire.

Lancée à la fin 2020, l'étude, rappelle-t-on, a porté sur plus de 700 entreprises participantes dont 64% d'entres-elles ont déclaré que leurs recrutements ont été impactés par la crise du Covid-19, alors que 36% des entreprises ont continué à recruter malgré la crise.

A part les premiers mois de confinement strict, notent les rédacteurs de cette étude, le secteur de l'industrie a mieux résisté, 52% des entreprises sondées ont annulé, gelé leurs recrutements ou les ont décalés.

«Les entreprises du secteur du commerce, distribution et le secteur informatique maintiennent leurs recrutements, respectivement à seulement 39% et 33%, alors que plus de 38% des entreprises prévoient une augmentation de leurs effectifs pour 2021 «, a-t-on poursuivi de même source.

Rabah Mokhtari

BRÈVE

Terrorisme

Un terroriste capturé par les services de sécurité à Tamanrasset

Un terroriste a été capturé jeudi par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN) après avoir tenté de pénétrer clandestinement le territoire national via les frontières avec le Mali, indique samedi un communiqué du MDN.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, les services de sécurité du ministère de la Défense nationale ont capturé, le 11 mars 2021, à Tamanrasset en 6ème Région militaire, le terroriste dénommé Abdelaziz Ould Mantou, après avoir tenté de franchir clandestinement le territoire national via les frontières avec le Mali».

«Ledit terroriste était poursuivi pour apologie aux activités et aux groupes terroristes dans la Région du Sahel», précise la même source.

«Cette opération confirme la détermination et la vigilance de l'Armée nationale populaire à traquer les criminels à travers tout le territoire national et à couper la voie devant toute forme de soutien et d'apologie aux groupes terroristes», souligne le communiqué.

Agence

OULED DJELLAL

Zones d'ombres

Concrétisation sur le terrain de plusieurs projets de développement

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad, a affirmé vendredi dans la région de Ras El Djedar (22km au Sud de la wilaya d'Ouled Djellal) que les autorités suprêmes du pays «ont pu favoriser une réconciliation entre le citoyen et son écosystème», à travers la concrétisation sur le terrain de plusieurs projets de développement des zones d'ombre. S'exprimant à la presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection des projets de développement dans la même wilaya, M. Merad a précisé que «la ferme volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de mettre en œuvre le programme de développement des zones d'ombre a donné lieu à un nouveau écosystème permettant aux citoyens d'exploiter les réalisations en matière de routes, de réseaux d'eau et de gaz et d'opérations d'aménagement en vue de relancer leurs activités». «L'aménagement du territoire permettra la relance des activités des populations des zones d'ombre, et, partant, la création des postes d'emploi et de la richesse», a-t-il indiqué, ajoutant qu'«à la faveur de ces réalisations, nous sommes parvenus à inverser la tendance d'exode de la ville vers le monde rural».

«Alors qu'il quittait le village pour s'installer dans les zones urbaines, le citoyen a inversé aujourd'hui la tendance d'exode en revenant vers le monde rural, du fait de l'amélioration de la situation», a expliqué M. Merad qui relève que «ces zones bénéficieront des logements ruraux et des programmes de développement nécessaires». Il a par ailleurs précisé qu'«une véritable révolution a été réalisée au niveau du monde rural à travers l'ouverture des chantiers dans tous les secteurs, en ce sens que plus de 60% des projets (au nombre de 38.000) ont été financés au niveau national, dont le taux d'avancement pour 700 projets a atteint 80% dans certaines wilayas». Le Chargé de mission à la Présidence de la République a, à cette occasion, appelé les citoyens à être patients car, a-t-il dit, «il n'est pas possible de répondre aux préoccupations de plus de 15.000 zones d'ombre en Algérie en une année», assurant que «tous les secteurs sont mobilisés pour réaliser 100% de développement dans toutes les régions». «Il existe une volonté sincère et des efforts soutenus sont en cours pour promouvoir les régions rurales, créer les conditions d'une vie décente et mettre fin aux disparités entre les régions», a affirmé M. Merad, soulignant que «le citoyen étant au cœur du développement, il doit s'investir activement dans tous les domaines pour être productif».

Lors de son inspection des projets de développement concernant plusieurs secteurs, le responsable a écouté les préoccupations des citoyens liées notamment à l'agriculture, à l'emploi, au désenclavement de ces régions et à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

Agence

Elaboration d'un nouveau plan stratégique : «Sonelgaz 2035»

Sonelgaz fait le pari de l'électricité verte

La crise du Coronavirus semble de plus en plus accélérer la transition énergétique. C'est ce que prétendent plusieurs spécialistes du domaine qui espèrent voir l'électricité verte sortir gagnante de cette période, incitant le Gouvernement algérien à réviser son plan de priorités et de miser sur le renouvelable. Celle de l'avenir.

Boulakhras : «Ce plan stratégique à l'horizon 2035 s'articule prioritairement sur la performance et l'amélioration de la mission de service public, ainsi que le redéploiement du groupe après étude, en se projetant sur l'avenir». (Photo : DR)

Dans une récente déclaration, le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chams Eddine Chitour a appelé les compagnies publiques, Sonatrach et Sonelgaz, à s'impliquer davantage dans le développement de l'énergie verte.

Avec le réchauffement climatique et la promotion des énergies renouvelables, ces entreprises ne vont pas tarder à adopter ces concepts et les démocratiser au fur et à mesure de leur maîtrise.

Pour accélérer le passage à l'électricité verte, la Sonelgaz élabore «un nouveau plan stratégique intitulé : Sonelgaz 2035 et prévoit en parallèle, d'accélérer la numérisation de tous les services du groupe à l'horizon 2026.

Selon le Président-directeur général du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhras, le groupe compte accompagner la transition énergétique vers une croissance verte en adaptant le réseau électrique au développement des énergies renouvelables, inépuisables, à l'inverse de l'énergie fossile.

«L'Algérie a des atouts pour exporter vers différents pays et réduire les dépenses de plus de 20%», a déclaré, M. Boulakhras, jeudi dernier, depuis la wilaya de Ghardaïa où il a effectué une visite d'inspection et d'installation énergétique dans la région.

«Le plan stratégique dénommé "Sonelgaz 2035" en cours d'élaboration sur la base d'un diagnostic exhaustif du secteur vise l'amélioration de l'efficacité énergétique et se projeter dans l'avenir», a-t-il soutenu, estimant que «ce plan stratégique à l'horizon 2035 s'articule prioritairement sur la performance et l'amélioration de la mission de service public, ainsi que le redéploiement du groupe après étude, en se projetant sur l'avenir, tout en soutenant les actions de relance économiques et sociales initiées par les pouvoirs publics».

Selon lui, l'Algérie pourra d'ici 14 ans maîtriser la consommation énergétique et gagner en efficacité environnementale car cette énergie qui se reproduit de manière cyclique permettra de renforcer les capacités de production, mais surtout d'exporter le surplus.

«Ce plan stratégique se fixe également des objectifs d'exportation vers les pays étrangers, tant en produits énergétiques, savoir-faire acquis et reconnu des techniciens algériens, notamment en maintenance et construction d'ouvrage,», a indiqué, M. Boulakhras, estimant que «l'Algérie a des atouts pour exporter vers différents pays et réduire les dépenses de plus de 20%». Ceci nécessite, toutefois, de la maîtrise et des moyens adéquats pour concrétiser ces objectifs et accélérer la transition.

«Nous comptons également accompagner l'organe de transition énergétique à travers la concrétisation du programme de développement des énergies renouvelables.

La Sonelgaz s'est fixée également une date butoir pour la numérisation de l'ensemble du groupe à l'horizon 2026», a-t-il souligné, évoquant l'impératif de forcer le barrage technologique dans ce domaine et s'approprier sa propre technologie, à travers la formation des ressources humaines.

«Le groupe prévoit, dans la stratégie, la prise en charge de la ressource humaine par la formation continue et le recyclage, tout en lui donnant les moyens pour l'innovation et la réorganisation». L'objectif est, aussi, de consolider la coopération locale, renouer avec le respect de l'environnement et surtout contribuer au développement économique et au bien-être de la population rurale et des zones d'ombres, dans le Sud du pays.

A l'occasion de sa visite dans la wilaya de Ghardaïa, le P-dg de la Sonelgaz a procédé «à la mise en service d'un centre médico-social pour les travailleurs du secteur, ouvert également à la population locale, et l'inauguration d'une agence commerciale et district gaz et électricité à Benghanem (Ghardaïa), réalisé pour plus de 107 millions DA». Il s'est enquis, également, de l'état d'avancement des travaux de raccordement à l'électricité d'une zone d'ombre Sidi-Belkheir, dont le taux a atteint les 30%, pour un coût de plus de 27 millions de dinars. Au terme de sa visite, il s'est adressé aux travailleurs de son secteur affirmant son engagement à améliorer leurs conditions socio-professionnelles, qui constituaient une de ses préoccupations.

Samira Takharboucht

L'Opep reste prudente sur ses prévisions

La hausse de la demande ne «sera pas en mesure de compenser la chute des prix»

Depuis 2016, l'Algérie est engagée dans la course pour soutenir le marché pétrolier et contribue fortement et efficacement à résoudre la crise pétrolière, aggravée par les querelles constantes entre Moscou et Ryad.

Durant la même année, le groupe informel Opep+ est parvenu à un compromis sur la réduction du volume de production de l'or noir, fixé à 32 millions b/j, à l'époque. L'Accord d'Alger a été adopté à l'unanimité et a aidé à endiguer la chute des cours du pétrole et à soutenir la demande. Depuis, les pays membres de cette Alliance s'engagent, sans aucune ambigüité, pour soutenir le prix du pétrole qui, aujourd'hui, a trouvé un certain équilibre, dans un contexte incertain et instable. Cet équilibre est soutenu, particulièrement, par les engagements pris depuis 2020 par l'Opep+, à ce jour. Dans son dernier rapport mensuel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), publiés jeudi, a indiqué que «la production algérienne de pétrole a atteint 878.000 barils en février 2021 contre 874.000 barils par jours en janvier dernier, alors que les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont atteint 62,38 dollars le baril en février 2021, contre 55,08 dollars en janvier dernier, en hausse de 7,30 dollars (+13,3%)».

Concernant la demande mondiale de pétrole qui est en nette amélioration depuis plus de deux mois, après le début de la campagne vaccinale anti-Covid-19, l'Opep reste optimiste quant à la reprise de la demande. «La demande devrait se redresser en 2021, et passer de 5,9 millions de barils par jour (mbj) pour s'établir à 96,3 mbj», selon la même source qui adopte, toutefois, une conduite prudente quant à l'évolution du marché pétrolier mondial et de l'investissement. «Cependant, la croissance de la demande cette année ne sera pas en mesure de compenser la chute enregistrée en 2020, alors que mobilité devrait rester réduite tout au long de l'année en cours », a noté l'Organisation, pointant le contexte sanitaire et économique actuel. «Les impacts des développements liés au Covid-19 restent incertains, la poursuite d'une politique mondiale responsable est l'affaire de tous les acteurs du marché, y compris les efforts entrepris par l'Opep et les producteurs non membres de l'Organisation participants de la DoC, continuera d'être cruciale au cours des prochains mois pour ramener les marchés à des conditions plus stables», a relevé le même document.

Commentant la forte augmentation des prix du pétrole, l'Organisation estime que «cette progression intervient dans un contexte d'une progression générale des prix du brut, soutenus notamment par des hypothèses optimistes sur le resserrement des fondamentaux de l'offre et de la demande, et renforcés par la crise énergétique liée aux conditions météorologiques aux Etats-Unis qui a provoqué une forte baisse de la production pétrolière», ajoutant que «l'anticipation d'un retour rapide à la normalité antérieure au Covid-19, l'amélioration de la situation du Covid-19 dans certains pays ainsi que la baisse des cas d'infection dans les principales économies et des signes encourageants de progrès dans le déploiement de la vaccination ont fourni un soutien supplémentaire», souligne le rapport.

Samira Takharboucht

ORAN

Santé

Plus d'une cinquantaine d'exposants au Salon Pharmex 2020 prévu du 18 au 20 mars

Plus d'une cinquantaine d'exposants prendront part à la 4ème édition du salon professionnel de la pharmacie, de la parapharmacie et du confort au quotidien «Pharmex 2020», qui sera organisé du 18 au 20 du mois en cours au centre des conventions d'Oran «Mohamed-Benahmed», a-t-on appris hier samedi du directeur de cette manifestation.

Après plusieurs reports en raison de la crise sanitaire du Covid-19, cette 4ème édition, organisée par l'agence «Pharmex communication», se déroulera dans « des conditions exceptionnelles imposées par la pandémie de la Covid 19, toutes les mesures préventives ont été prises », a indiqué à l'APS le directeur du Salon, Dr. Yasser Badour.

A cette occasion, plus de 50 opérateurs dans le domaine pharmaceutique seront présents à Oran dont des laboratoires, des distributeurs, des parapharmacies et phytothérapies ainsi que des représentants des différents dispositifs médicaux et des services.

Outre ces opérateurs, le Salon réunira également d'autres acteurs des domaines de la santé et des officines dans le domaine de la communauté des pharmaciens du territoire national, des acteurs de la santé et des institutions publiques, comme les directions de la santé, la CNAS, la CASNOS et autres.

Ces différents intervenants dans le domaine de la pharmacie seront conviés à exposer leurs nouveautés et leurs produits, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, un stand de l'association nationale d'aide aux malades «Win Nelka», partenaire du Salon, sera installé à l'entrée de ce Salon pour distribuer les masques et les solutions hydro-alcooliques aux visiteurs.

Enfin, les organisateurs ont retenu pour cette édition le thème «les Interactions médicamenteuses, La pharmacovigilance en officine», avec un programme riche en communications, ateliers et démonstrations de produits, note-t-on.

Agence

INFO EXPRESS

Education nationale

Efforts intenses pour la promotion des programmes d'enseignement des mathématiques

Le directeur de l'Enseignement moyen au ministère de l'Education nationale, Mohamed Boudiaf, a affirmé que le secteur de l'Education nationale aspire par tous les moyens à promouvoir l'enseignement des mathématiques pour «faire aimer» cette matière aux élèves, soulignant que la méthode actuelle d'enseignement des maths est émaillée de lacunes et de dysfonctionnements.

Dans une déclaration à l'APS, la veille de la remise des prix aux lauréats du concours national des mathématiques, à l'occasion de la Journée internationale des mathématiques (14 mars), M. Boudiaf a souligné que «les élèves détestent généralement les maths et pour cela nous tentons par tous les moyens de leur faire aimer cette matière dès le cycle primaire», qualifiant de «catastrophique» le mode d'enseignement actuel des maths. Il a ajouté, en outre, que «la faible orientation des élèves vers les mathématiques en tant que spécialité" était dû au fait que ces derniers n'avaient pas eu une bonne base dans le cycle primaire» ce qui remet en cause la qualité d'enseignement de cette matière.

M.Boudiaf a appelé, dans ce sens, «à reconsidérer la méthode d'enseignement des maths», arguant que «les enseignants des maths dans le cycle moyen n'ont pas reçu une formation poussée en mathématiques». En sus du problème d'encadrement, le responsable a cité «les nouveaux moyens de distraction technologiques» qui influent négativement sur l'assimilation des élèves qui pour la plupart souffrent «d'un manque de concentration», déplorant «le rôle passif» des parents qui cèdent désormais à tous les caprices de leurs enfants.

L'intervenant est revenu, en outre, sur «le manque de considération» accordé par les parties officielles aux diplômés en mathématiques, ajoutant que ces derniers ne bénéficient «d'aucune distinction particulière».

Agence

Hadjout (Tipasa)

Un dealer arrêté en possession de 1 kg de cannabis et 1.300 comprimés de psychotropes

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité de toutes les catégories, notamment le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, les services de police judiciaire de la sécurité de Hadjout, ont mis fin au trafic d'un réseau criminel spécialisé dans la vente de stupéfiants et de substances psychotropes.

L'opération est intervenue après l'exploitation des informations reçues au sein de nos services pour une exploitation plus approfondie, où un plan de sécurité a été élaboré afin de mettre hors d'état de nuire les membres de ce réseau, en coordination permanente avec le procureur du tribunal de Hadjout, le domicile de l'un des suspects a été perquisitionné, à travers lequel 1 kg de cannabiset 1.300 comprimés hallucinogènes de Prégabaline ont été saisis, l'un des membres de ce gang a été arrêté tandis que deux autres personnes restent en fuite. Un dossier de procédure judiciaire a été instruit contre les suspects pour avoir formé une association de malfaiteurs, stockage, transport et commercialisation de stupéfiants et de substances psychotropes, en attendant leur présentation devant le Parquet du tribunal de Hadjout une fois la procédure d'enquête terminée.

Mohamed El Ouahed

Relizane

Un homme trouve la mort suite au renversement de son tracteur à Chouala

Un dramatique accident agricole s'est produit, ce vendredi vers 15h30, face à l'ancienne mosquée du village de Chouala, relevant de la commune de Mendès, situé au Sud, à une cinquantaine de kilomètres du chef-lieu de Relizane.

C'est là qu'un homme âgé de 35 ans, occupé à débroussailler un terrain, juché sur son tracteur, a trouvé la mort. Alertés, les secours de l'unité secondaire de la Protection civile venus de Mendès n'ont rien pu faire pour sauver la victime en dépit des efforts délivrés sur place pour tenter de la réanimer. La nouvelle s'est répandue telle une trainée de poudre et a vite fait le tour de la région et ses localités avoisinantes. Par ailleurs, l'on nous signale qu'une enquête d'usage a été ouverte par les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Mendès pour déterminer avec exactitude les causes et circonstances exactes de ce drame ayant endeuillé toute une famille et qui a mis en émoi la population de Chouala.

N.Malik

SOS

Mme Attalah Kheira, âgée de 41 ans, victime d'un accident d'explosion qui a déformé sa main droite avec des brûlures du 3ème degré, doit subir une intervention d'esthétique.

Par cet appel, elle demande aux âmes charitables de bien vouloir l'aider afin de subir cette intervention.

MOB : 0799 54 78 67

CCP : 170 280 18 clé 90

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout Puissant vous le rendra.

MOB : 0782519683

Installation du Réseau national de pharmacovigilance en oncologie

Le Réseau national de pharmacovigilance en oncologie (RENAPO) a été installé, jeudi à Alger, sous la supervision du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

(Photo › D. R.)

Environnement : accélération des projets à l'arrêt dans le Sud

La ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ a donné, jeudi, de «fermes» instructions aux directeurs de wilaya relevant de son département dans le Sud pour accélérer le rythme de réalisation des projets à l'arrêt en raison de la pandémie. (Covid-19).

(Photo › D. R.)

Constantine : lancement de la première saison de culture du colza en Algérie

La première saison agricole de culture du colza en Algérie a démarré depuis la ferme pilote «Boulechfar Hocine» de la commune d'El Khroub (Constantine), en présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Abderrahmane Bouchahda, représentant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. (Photo › D. R.)

Béchar/Douanes : saisie de plus de 7 quintaux de kif traité

Au moins 7,825 quintaux de kif traité ont été saisis par les brigades polyvalentes des douanes algériennes dans deux opérations distinctes, au titre de la lutte contre le trafic de drogue et la contrebande à travers les régions frontalières du Sud-Ouest, a rapporté mardi la sous-direction de l'information et de la communication de la direction régionale de ce corps à Béchar.

(Photo › D. R.)

Libye

Le vote au gouvernement libyen, un jalon du processus d'édification de l'Etat-nation

Le vote de confiance du Parlement libyen au nouveau gouvernement d'unité nationale est «une grande réalisation et un jalon essentiel du processus d'édification de l'Etat et des institutions» après plusieurs années de crise, a estimé vendredi le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Saïd Mokadem, soulignant que l'un des enjeux pour ce nouveau gouvernement sera de se débarrasser des mercenaires et des milices étrangères.

La Libye passe par une étape cruciale du processus d'édification de l'Etat et des institutions. (Photo : D.R)

La Libye «passe par une étape cruciale du processus d'édification de l'Etat de droit à travers la réalisation de la réconciliation entre tous les Libyens loin de toute intervention étrangère, quelle qu'en soit la forme», a précisé M. Mokadem dans une déclaration à l'APS, ajoutant que «le vote de confiance du Parlement au gouvernement Dbeibah est l'une des plus importantes réalisations pour les libyens depuis 2011». «Le nouveau gouvernement en Libye est une grande réalisation et un jalon essentiel du processus d'édification de l'Etat et des institutions», a-t-il dit, appelant de ses veux le rétablissement de la stabilité pour l'organisation des échéances électorales prévues le 24 décembre prochain.

Il a, dans ce contexte, rappelé la déclaration du président du Parlement libyen, Aguila Salah, qui a affirmé, après l'annonce du résultat du vote, que «le gouvernement d'unité nationale est appelé à respecter la feuille de route tracée, notamment en ce qui concerne l'organisation et la tenue des élections générales à la date prévue».

M.Mokadem a en outre fait observer que la formation du gouvernement intérimaire d'Abdelhamid Dbeibah «est venue après un long et difficile processus de concertations ayant abouti à une entente politique sous l'égide de l'ONU». Qualifiant la phase actuelle de «difficile et cruciale», il a ajouté que «le nouvel exécutif libyen a besoin de la confiance de tous les libyens pour réaliser une réconciliation globale entre Libyens sans exclusive ni marginalisation et loin de toute forme d'ingérence étrangère, avec le désarmement des milices armées en Libye». «Le gouvernement de Abdelhamid Dbeibah est appelé à réunir les conditions favorables à l'instauration de la sécurité pour assurer aux citoyens une vie sereine dans le respect de l'ordre public», a poursuivi le même responsable, soulignant l'importance pour le Gouvernement de transition «d'intensifier la coopération, la communication et l'entente avec les pays du voisinage pour faire sortir la Libye de la crise». Le secrétariat général du Conseil consultatif de l'UMA s'est félicité, jeudi, du vote de confiance du Parlement libyen au Gouvernement d'union nationale en Libye, conduit par Abdelhamid Dbeibah, le qualifiant de «pas prometteur» sur la voie de l'édification d'un nouvel Etat libyen, selon un communiqué du Conseil. Le secrétariat général du Conseil consultatif s'est félicité «du vote de confiance accordé par le Parlement libyen au Gouvernement d'union nationale en Libye, conduit par Abdelhamid Dbeibah, qui se veut le couronnement du consensus issu du processus de concertation et de dialogue, mené sous l'égide de l'ONU», a précisé la même source. Après avoir «hautement valorisé ce pas prometteur sur la voie de l'édification d'un nouveau Etat libyen, un Etat de droit», le secrétariat général a appelé le nouveau Gouvernement libyen à parachever «le processus de transition dans les délais fixés, conformément à la feuille de route, validée par l'ONU».

R. I.

Sahara occidental

Le Comité sahraoui des droits de l'Homme dénonce une visite «illégale» du CICR dans les territoires sahraouis occupés

Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme a dénoncé, vendredi, une visite d'une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans les territoires occupés du Sahara occidental sans en aviser le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, indique un communiqué du comité sahraoui. «Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme a appris, à travers des sites d'information marocains, qu'une délégation du Comité international de la Croix rouge a visité plusieurs villes dans les territoires occupés où elle a rencontré des représentants de l'Etat occupant et des représentants d'associations et d'organisations marocaines, transgressant ainsi les principes d'impartialité et d'indépendance», précise le communiqué. Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme a exprimé son étonnement quant à cette visite «inacceptable» et «illégale» effectuée sans coordination préalable avec le Front Polisario et sans prendre en considération le statut légal du Sahara occidental. Le Comité a tenu à rappeler que «le Front Polisario est un mouvement de libération national reconnu par l'Organisation des Nations unies en vertu de la motion 37/34 datée du 21 novembre 1979 et la motion 19/35 datée du 11 novembre 1980». Le communiqué a rappelé également la décision des Nations unies 2625 qui stipule que le Sahara occidental est un territoire distinct du Royaume du Maroc. D'autre part, il a attiré l'attention sur le fait que le Front Polisario a été partie prenante dans différents accords au nom du peuple du Sahara occidental incluant ceux liés à la tenue du référendum d'autodétermination dans les territoires occupés. Sur un autre plan, le Front Polisario a «facilité les démarches au CICR en vue de la libération des prisonniers de guerre marocains au moment où nous n'avons enregistré aucune initiative pour la libération de l'ensemble des détenus politiques sahraouis emprisonnés au Maroc, ni même l'organisation d'une visite (du CICR dans les prisons marocaines)», ajoute le communiqué. Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme estime, enfin, qu'en effectuant cette visite «sans aucune coordination» avec le Front Polisario, le CICR «a servi les intérêts de l'occupant marocain en détournant les yeux des crimes commis contre l'humanité dont sont victimes les civils sahraouis».

R. R.

INFO EXPRESS

Sahara occidental

Le Sénat espagnol adopte une motion demandant à Madrid de «faciliter» une solution politique

Le Sénat espagnol a adopté une motion dans laquelle il demande au gouvernement de «faciliter activement» la réalisation d'une solution politique à la question du Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975, rappelant la «responsabilité historique» de l'Espagne vis-à-vis de la dernière colonie en Afrique, rapportent des médias espagnols. Selon l'agence espagnole Europa Press, les partis politiques représentés au Sénat espagnol ont ainsi demandé à leur gouvernement, dans une motion approuvée le mercredi 10 mars, de «faciliter activement» la réalisation d'une solution politique à la question du Sahara occidental et que cela soit une politique d'Etat en dehors des «affrontements partisans». C'est ce qui ressort de la motion adoptée par les partis politiques représentés au Sénat espagnol (Chambre haute du Parlement espagnol) «à l'exception du parti d'extrême droite, Vox», précise la même source. D'après Europa Press, le sénateur du parti nationaliste basque (PNV), Luis Jesus Uribe-Etxebarria, promoteur de la motion, a salué le «très large accord» obtenu sur le texte. De son côté, le porte-parole du Parti Populaire (PP), Gonzalo Robles, a souligné qu'un accord avait été trouvé sur un texte qui «relève du bon sens et d'une obligation morale», tandis que le porte-parole du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Rafael Lemus, s'est félicité du fait qu'un «point de neutralité» a été atteint.

Par ailleurs, plusieurs porte-parole des partis politiques ont évoqué la «responsabilité historique» de l'Espagne, «puissance administrante» du Sahara occidental. Dans ce contexte, le porte-parole de Ciudadanos (CS), Emilio Argüeso, a déploré le «manque d'action» du gouvernement actuel à l'égard de la question sahraouie, tandis que la sénatrice d'Adelante Andalucia, Maria Pilar Gonzalez, a souligné qu'ils ne voulaient pas «que le gouvernement continue à chercher dans l'autre sens». A son tour, le sénateur du JxCat, Josep Lluis Cleries, a appelé l'exécutif à remplir son rôle de «garantir le droit à l'autodétermination» au peuple sahraoui. Dans leur texte également, les sénateurs ont exprimé leur «inquiétude face à la situation au Sahara occidental», notamment après la violation par l'occupant marocain du cessez-le-feu de 1991 à la suite de l'agression qu'il a menée le 13 novembre dernier contre des civils sahraouis qui manifestaient pacifiquement à El-Gueguerat. En outre, ils ont exprimé leur «plein appui aux efforts de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)» afin qu'elle puisse s'acquitter de sa mission. La motion approuvée souligne qu'«une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable» au Sahara occidental occupé «est essentielle», conformément aux résolutions des Nations unies, et dans le cadre des principes de la Charte des Nations unies. En ce sens, le texte appelle à la reprise des pourparlers et des négociations permanents, crédibles et constructifs sous la direction des Nations unies et à la nomination d'un nouvel envoyé personneldu secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres un poste vacant depuis près de deux ans.

R. I.

Les objectifs stratégiques 2021/2025 pour l'Algérie face à la crise

Une démocratie participative impliquant la moralisation de la société

Dans toute société toujours en mouvement, n'existe pas l'immobilisme. Toute nation qui n'avance pas recule forcément. La situation socio économique actuelle implique un sursaut national reposant sur une démocratie participative car le statut quo et les replâtrages conjoncturels seraient suicidaires pour le pays qui a d'importantes potentialités de sortie de la crise.

L'on peut faire une des meilleures Constitutions et lois (ce mythe bureaucratique du juridisme), l'important étant d'analyser le fonctionnement de la société par la pratique sur le terrain. Comme l'a démontré brillamment l'économiste indien professeur Sen A. K., prix Nobel d'économie, Òpas de bonne économie sans vraie démocratie tenant compte des anthropologies culturelles, mais n'existant pas d'Etat standard mais que des équipements anthropologiques qui le façonnent. D'où l'importance d'institutions démocratiques, pour une société participative car pour faire respecter le contrat de coopération, s'impose une efficacité des institutions qui régissent des règles de coopération qui peuvent être informelles (comme les tabous, certaines traditions) ou formelles (écrites, codifiées comme le droit moderne).

Mais attention, lorsqu'un Etat émet des lois qui ne correspondent pas à l'état de la société, celle-ci enfante ses propres règles qui lui permettent de fonctionner, établies par un contrat de confiance beaucoup plus solide et crédible que celui que l'on veut lui imposer. Tout pouvoir a besoin de prospectives s'il veut éviter de coller à la réalité et éviter de naviguer à vue. Les enjeux actuels et futurs des réformes passent par une évaluation à son stade actuel et ses environnements politiques, économiques, sociaux et internationaux, une identification des acteurs internes et externes impliqués dans le processus des réformes, une analyse des stratégies développées ou qui risquent d'être développées par les acteurs hostiles et une série de contre-mesures à mettre en œuvre par les acteurs favorables et anticiper les risques d'échec.

L'objectif stratégique est une profonde moralisation, renvoyant à la refondation de l'Etat, pour ne pas aller vers cette décadence analysée par le grand sociologique Ibn Khaldoun, conciliant la modernité et son authenticité, l'efficacité économique et une profonde justice sociale. C'est que tout projet social, en démocratie, est porté par des partis politiques, fonction d'affinités idéologiques et économiques dont le but, pour être crédible, loin des slogans populistes, est d'améliorer la situation sociale des citoyens, de concilier efficacité économique avec une profonde justice sociale (pas l'égalitarisme), impliquant une économie forte, toute nation ne partageant que ce qu'elle a préalablement produit.

Vouloir remplacer Mohamed par Abdelkader pour jouir d'une rente, ne résout en aucune manière les problèmes du pays, surtout après les révélations des salaires des députés du CNT et d'autres catégories sociales, une minorité. Or, environ 70/80% de la population algérienne vivent difficilement de leurs salaires dont plus de 50% ont un revenu net inférieur à 50 000 dinars par mois. Sans compter les préjudices financiers occasionnés par certains responsables et oligarques rentiers, (environ 935 milliards de dollars de sorties de devises en biens services entre 2000/2019, plus de 100 milliards de dollars de transferts illicites de capitaux en devises au moyen de surfacturations sans compter la partie dinars au niveau interne), selon certaines estimations internationales, un responsable moral ne peut jouir d'une retraite à vie après avoir exercé deux à cinq années devant rejoindre son travail d'origine pour jouir d'une retraite méritée, comme dans tous les pays du monde étant pour une mission temporaire au service de l'Etat. Il ne peut prétendre à une rente à vie, sans compter les nombreux avantages octroyés, avec un salaire net entre 230 000 et 260 000 dinars/ mois (le brut variant entre 350 000/400 000 dinars) alors qu'un professeur d'université en titre ayant exercé pendant plus de 30/35 ans perçoit 160 000/170 000 dinars et un professeur de CEM et lycée entre 50 000/70 000 dinars net par mois. Certes, ce n'est pas du vol, mais avant de donner des leçons de morale de certaines personnes qui passent leur temps sur les plateaux de télévisions, il faut être moral et un Etat de Droit suppose que l'Etat soit droit. C'est une condition indispensable, pour un large front national et de profondes réformes systémique, nécessitant une nouvelle politique et la moralisation de la société du fait que la bureaucratie et la corruption accentuent le divorce entre l'État et les citoyens, tout en constituant un frein à l'investissement national ou international productif. Cette moralisation est d'autant plus nécessaire que l'Algérie connaît de fortes tensions budgétaires et financières. La crise provoquée par le coronavirus a projeté une lumière crue sur un écosystème devenu fortement obsolète où les réserves de change sont passées de 194 milliards de dollars fin décembre 2013 à 42/43 milliards de dollars fin 2020 contre 62 fin 2019 où à cette tendance elles clôtureront à environ 20 milliards de dollars fin 2021. Qu'en sera-t-il pour 2022, en cas d'une non relance de la machine économique, la foi de Finances 2021 prévoyant un déficit budgétaire record dépassant les 20 milliards et selon le FMI nécessitant 110 dollars le baril pour l'équilibre du budget. L'on devra analyser la situation socio-économique sans passion : ni sinistrose, ni autosatisfaction source de névrose collective. Car les mêmes causes et comportements produisent les mêmes effets, posant l'urgence du redressement de l'économie nationale actuellement en berne.

Pour l'Algérie, la gestion volontariste depuis l'indépendance, les enjeux de pouvoir internes, la crise économique, sociale et culturelle, et enfin les contraintes externes de plus en plus pesantes ont abouti à des changements, qui ont révélé une réalité bien amère : l'absence dramatique d'une véritable stratégie nationale tant par rapport au mouvement social interne super médiatisé, qui a fait émerger de nouveaux comportements et aspirations, qu'aux nouvelles mutations mondiales. Il ne faut pas vendre des rêves utopiques. Face à l'épidémie du coronavirus, le monde de demain 2021/2030/2040 ne sera plus jamais comme avant, étant à l'aube d'une quatrième révolution économique et technologique, fondée sur deux fondamentaux du développement, la bonne gouvernance et l'économie de la connaissance (l'intelligence artificielle, le digital et la nécessaire transition énergétique) ne devant jamais oublier que toute nation qui n'avance pas recule, n'existant pas de situation statique, certains responsables vivant toujours de l'illusion de la rente éternelle. Les exigences d'un État fort de sa droiture et de son droit, si elles constituent un outil vital pour la cohésion nationale et le destin de la nation, ne doivent pas occulter les besoins d'autonomie de pouvoirs locaux qui doivent être restructurés en fonction de leur histoire anthropologique.

La cohésion de ces espaces et leur implication dans la gestion de leurs territorialités respectives enclencherait alors une dynamique de complétions positives et rendrait la maîtrise plus facile que la centralité politique. L'autonomie des pouvoirs locaux ne signifie pas autonomie de gouvernement, mais un renforcement de la bonne gouvernance en fortifiant le rôle de la société civile, que seules des actions d'intérêt commun doivent légitimer, et non le soutien de l'État. La refondation de l'État, pour ne pas dire sa fondation comme entité civile, passe nécessairement par une mutation profonde de la fonction sociale de la politique.

Le passage de l'État de «soutien» à l'État de justice est de mon point de vue un pari politique majeur, car il implique tout simplement un nouveau contrat social et politique entre la nation et l'État. Cela passe par la fin des relations de clientèles via la rente car l'Algérie ne peut revenir à elle-même que si les faux privilèges sont bannis et les critères de compétence, de loyauté et d'innovation sont réinstaurés comme passerelles de la réussite et de promotion sociale. La compétence n'est nullement synonyme de postes dans la hiérarchie informelle, ni un positionnement dans la perception d'une rente. Sa légitimité se vérifie surtout dans la pertinence des idées et la symbolique positive qu'elle ancre dans les corps et les acteurs sociaux afin de réaliser les aspirations d'une Algérie arrimée à la modernité tout en préservant son authenticité. L'implication du citoyen dans le processus décisionnel qui engage l'avenir des générations futures, est une manière pour l'État, de marquer sa volonté de justice et de réhabiliter sa crédibilité en donnant un sens positif à son rôle de régulateur et d'arbitre de la demande sociale. Car le défi en ce XXIe siècle sera de s'adapter au nouveau monde, en transcendant nos différents et mobiliser toutes les énergies. Le monde de demain subira de profondes mutations politiques, militaires, socio-économiques et énergétiques, déclin des hydrocarbures traditionnels, développement des énergies renouvelables, l'hydrogène 2030/2040, avec de nouveaux segments engendrant de la valeur ajoutée nouvelle, déclassant les activités traditionnelles. Nous devrions assister à d'autres relations sociales, de nouveaux comportements et d'autres méthodes de travail avec le développement des vidéo conférences, le télétravail pour certains métiers et des recompositions territoriales autour de grands espaces régionaux pour une population mondiale de 8,9 milliards d'habitants en 2030 et 9,8 milliards en 2050. C'est que nos sociétés ont été perturbées depuis l'entrée en puissance des nouvelles technologies à travers Facebbok qui contribuent à refaçonner les relations sociales, les relations entre les citoyens et l'Etat, par la manipulation des foules, pouvant être positif ou négatif lorsque qu'elle tend à vouloir faire des sociétés un Tout homogène alors qu'existent des spécificités sociales des nations à travers leur histoire. Ces nouvelles dictatures peuvent conduire à effacer tout esprit de citoyenneté à travers le virtuel, l'imaginaire et la diffusion d'images avec pour conséquence une méfiance accrue par la manipulation des foules, lorsque des responsables politiques formatés à l'ancienne culture ne savent pas communiquer. Mais des dangers guettent le futur monde qui sont la guerre alimentaire et son corollaire l'eau, la guerre numérique (cyber attaque) qui modifiera notre mode de vie. Autre défi majeur, la guerre écologique, cette dernière pouvant conduire avec le réchauffement climatique à des déplacements de populations avec l'élévation du niveau des mers et la sécheresse, avec d'importants flux migratoires et des millions de morts, dont l'impact actuellement du coronavirus ne serait qu'un épiphénomène.

En résumé, sans moralisation de la société, et une société participative impliquant les citoyens, il est utopique de mettre en place un développement durable. Face à la crise, des stratégies d'adaptation politique, militaire, sociale et économique s'imposent tenant compte de l'innovation destructrice, en ce monde turbulent et instable pour reprendre l'expression du grand économiste Joseph Schumpeter. Face aux enjeux géostratégiques, le monde devant connaître d'importants bouleversements horizon 2021/2030, impose à l'Algérie une stratégie d'adaptation tant politique, économique que militaire, avec pour soubassement le dialogue productif entre toutes les composantes de la société dans sa diversité. Il existe un lien dialectique entre sécurité et développement, la future politique devra forcément s'orienter vers plus décentralisation autour de quatre ou cinq grands pôles régionaux et donc éviter la centralisation bureaucratique à outrance du passé. Face aux tensions budgétaires et géostratégiques, pour l'Algérie, il faut impérativement faire taire nos divergences et privilégier uniquement les intérêts supérieurs de l'Algérie nécessitant un minimum de consensus économique et social qui ne saurait signifier unanimisme signe de décadence de toute société afin de stabiliser le corps social. Aussi, de grands défis attendent l'Algérie, pays à très fortes potentialités, acteur stratégique de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine (voir interview in American Herald Tribune USA 28/12/2016, Pr A. Mebtoul- «Any Destabilization of Algeria would Geostrategic Repercussions on all Mediteterranean and African Space» et Pr Abderrahmane Mebtoul : «Algeria Still Faces Significant Challenges»,11 août 2018.

Abderrahmane Mebtoul
Professeur des universités,
expert international

INFO EXPRESS

Relizane

Des sessions de formation à la gestion de projets et l'entreprenariat

L'Association locale «El Mourdjane» pour la promotion de la femme rurale de la wilaya de Relizane compte organiser, à partir de la mi-mars de ce mois en cours, des sessions de formations sur la gestion des projets et l'entreprenariat, selon sa présidente, en l'occurrence Mme Lakhdar Fatima. Ces formations constituent une suite à celles effectuées dans la ferme de Zemmoura sur la filière de l'apiculture et qui a été bénéfique à des femmes rurale et au foyer de l'ensemble des trente-huit communes que compte la wilaya de Relizane. A relever que dans le même sillage, l'association «El Mourdjane» pour la promotion de la femme rurale poursuit son programme de formation encadré par des cadres femmes universitaires bénévoles. Les trente stagiaires bénéficiaires de la formation sont réparties sur trois établissements, à savoir la pépinière d'El Matmar, Zemmoura et un jardin d'enfant privé situé à la cité d'El Intissar. Une dizaine de stagiaires vont être, à la fin de la formation, accompagnées dans les démarches de création de jardins privés. Cette association s'active dans le domaine de l'écoute. A signaler que des psychologues prennent en charge les cas de citoyens en difficulté psychologique et leur donnent des conseils concernant leurs problèmes.

N.Malik

Tomates industrielles

Prévisions d'une campagne de récolte réussie à Adrar

Les professionnels de la filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Adrar s'attendent à une campagne de récolte réussie au cours de la saison 2020-2021, notamment grâce à l'augmentation constatée dans le rendement de la production, a indiqué jeudi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Les agriculteurs attendent avec optimisme la récolte de cette année. (Photo : D.R)

Les professionnels de la filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Adrar s'attendent à une campagne de récolte réussie au cours de la saison 2020-2021, notamment grâce à l'augmentation constatée dans le rendement de la production, a indiqué jeudi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Dans une publication sur sa page Facebook, le ministère a affirmé que les opérations de récolte de la tomate industrielle se poursuivent dans la wilaya d'Adrar, une des wilayas du Sud les plus importantes en matière de production de tomates industrielles, soulignant que les communes d'In Zghmir, Zaouiet Kounta, Aoulef et Talmine, constituent le principal réservoir de l'usine de transformation industrielle de tomates de Reggane.

A cet égard, le ministère a ajouté que la commune d'In Zghmir, qui est pionnière dans la production de tomates industrielles dans la wilaya, a connu une expansion des superficies de terres plantées pour la saison 2020/2021, atteignant environ 450 hectares sur l'ensemble du territoire de la commune, dont 180 hectares sont utilisés dans l'agriculture traditionnelle qui dépend dans son système d'irrigation sur la technique des «fougaras», tandis que les 360 hectares restants sont des terres mises en valeur et distribuées à un grand nombre d'agriculteurs de la région.

Alors que la saison des récoltes touche à sa fin, «les agriculteurs attendent avec optimisme la récolte de cette année, d'autant plus que le rendement de la production par hectare variait entre 450 et 700 quintaux, notant que la récolte se fait trois fois par saison, ce qui fait que le rendement de production double», selon le ministère. Les premières opérations de récolte de la tomate industrielle au Grand Sahara commencent généralement fin décembre et se poursuivent jusqu'au début mai.

Sur la question des points de collecte, le comité de wilaya en charge de la campagne labours-semailles, de récolte et de battage dans la wilaya d'Adrar avait tenu une réunion le 8 mars pour préparer la campagne de récolte et de battage pour la saison 2020-2021. Après avoir évalué les campagnes de la saison passée et présente, et étudié les plus importants obstacles et les difficultés enregistrés au cours de celles-ci, la réunion a conclu «l'orientation vers la création de points de collecte des produits au niveau de certains départements et le renforcement des équipements pour le processus de récolte, des wilayas voisines pour assurer le bon déroulement de la campagne de récolte dans la wilaya d'Adrar».

R.R

Biskra

Le développement des zones d'ombre se poursuivra jusqu'à l'élimination de toutes les insuffisance

Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a affirmé, jeudi depuis Biskra, que le développement des zones d'ombre se poursuivra jusqu'à l'élimination de toutes les insuffisances.

S'entretenant avec les habitants du village «Loulaj» dans la commune de Branis (18 km au Nord de Biskra), dans le cadre d'une visite dans cette wilaya, M. Merad a indiqué que des efforts sont consentis au niveau central et local à l'effet de concrétiser toutes les ambitions et un grand nombre d'opérations de développement.

«Si une toute opération enregistrée dans chaque zone n'a pu être concrétisée, elle sera financée et réalisée au titre des prochains programmes, en vue de concrétiser les résultats escomptés», a-t-il affirmé. Le chargé de mission à la Présidence de la République a tenu à rappeler que Biskra est «la seule wilaya qui a enregistré le lancement des projets 2021, et ce après la concrétisation de tous les projets inscrits au titre de l'année 2020». Des résultats «positifs et palpables» ont été réalisés dans un temps réduit sur l'ensemble du territoire national à travers des opérations ayant touché tous les aspects de la vie quotidienne du citoyens, a-t-il précisé, soulignant la nécessité de la participation de la société civile dans le développement, étant un partenaire essentiel dans le soulèvement des préoccupations pour en faire des projets à réaliser sur terrain dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie du citoyen. M.Merad a estimé que ses visites aux différentes régions du pays ayant englobé 31 wilayas visent à s'enquérir des projets réalisés en concrétisation de la politique du président de la République en matière de développement des zones d'ombre, devenues axiales dans tous les programmes de développement. Lors de la deuxième journée de sa visite à la wilaya de Biskra, le chargé de mission à la Présidence de la République a inspecté plus de 20 zones d'ombre, où il s'est enquis de plusieurs projets dans les communes de Zeribet el Oued, El Haouch et Sidi Okba. Il a supervisé, en outre, nombre de projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'électricité et inspecté des projets d'entretien des routes et de désenclavement avant d'achever sa visite en inspectant les zones rurales des communes de Branis et de Djemorah. M.Merad devra poursuivre, vendredi, sa visite en se rendant dans plusieurs zones rurales de la wilaya d'Ouled Djellal, fraîchement promue en wilaya à part entière.

R.R

Mostaganem

La hausse des prix sape le moral des citoyens

Une nouvelle augmentation des prix, loin de toucher un salaire décent, qui se retrouve littéralement touché de plein fouet par la nouvelle hausse des prix des produits de première nécessité, ainsi que la folie mercuriale des fruits et légumes, qui connaît une hausse vertigineuse, et ce depuis le mois de septembre dernier.

Dans ces nouvelles grilles des prix imposées, et ce devant l'indifférence indéniable des responsables concernés par ce grave problème de flambée inflationniste, qui d'ailleurs, commence déjà à faire sortir de leur gond, les ménages sans ressources, les smicards et autres fonctionnaires qui n'ont vu que dalle des revalorisations des traitements décrétés par l'Etat-providence. Dans ce contexte de l'alpha et l'oméga de l'inaction des pouvoirs publics qui ont choisis le silence où selon plusieurs personnes rencontrées ou approchées sur la question pertinente de la nouvelle hausse des prix orchestrées, qui d'ailleurs, commencent sérieusement a occuper les devants de la scène sur les différentes agoras du chef-lieu, diront en ces termes, et à l'unanimité : « Il ne faut pas être spécialiste en économie ou haut responsables de l'Etat pour nous faire berner par des discours des salons feutrés et boxés». De qui se moque-t-on en effet ? Surtout, sur le fond, où le gouvernement actuel continue d'illusionner la troisième couche de la société algérienne. La revalorisation colossale des salaires des fonctionnaires de l'Etat, personnel dit à solde globale et autres travailleurs des secteurs pétrochimiques a encouragé les divers intervenants et autres barons intouchables sur la scène à mettre la main à la patte des additions et autres soustractions dans les divers prix qui touchent les malheureux consommateurs. Comment voulez-vous faire comprendre à des mandataires, aux gros bras des halles centrales, importateurs et autres grossistes que ce n'est pas tous ce beau monde qui touche 60.000 dinars et plus ? Difficile de chiffrer si on ajoute les rappels à la pelle et on voit la conjecture aujourd'hui avec l'avalanche vertigineuse des prix qui ne cessent de grimper vu cette incroyable masse salariale ambulante qui se chiffre a des milliards». Les heureux fonctionnaires de l'Etat-providence peuvent déjà sourire, mais la plupart des populations de la troisième couche de la société algérienne, cette majorité silencieuse, sont inquiets quant a cette énième flambée agencée des prix sur le marché.

Ceux-ci redoutent l'inaction des pouvoirs publics sur la question délicate des nouveaux prix affichés par la plupart des commerçants, ce d'autant les garanties du ministre du Commerce, qui à chaque hausses des prix, d'ailleurs «crié» sur le toit de notre unique télévision, ne produisent pas toujours les effets souhaités par les smicards et les fonctionnaires, qui touchent entre 25.000 à 35.000 dinars, qui sont toujours gringalets à joindre les deux bouts.

En effet, malgré les mesures coercitives et dissuasives et les promesses non tenues de maitriser le marché, rien ne s'est matérialisé sur le terrain. Ces mesures, déjà largement diffusées, ne sauront être discutées qu'au prochain conseil des ministres qui, parait-il, aura lieu après la prochaine rentrée sociale. Le ministre du Commerce, qui est de bonne foi, devrait ouvrir les yeux sur le monde réel des transactions : «Tout a augmenté au marché ! ».

La raison pousse à dire que cela est allé trop loin. Quelle raison ? La raison morale. Oui. En tout cas, cette nouvelle crise sociale qui pointe à l'horizon. Quant la politique est impuissante à empêcher des iniquités, l'inégalité, tout juste peut-elle les amoindrir un peu pour les plus vulnérables et autres smicards, alors l'opinion se tourne vers les symboles d'impunités et d'injustice. Nous y sommes. Les pouvoirs publics, qui ont la destinée de ce pays partiellement fragilisé ces derniers temps devraient ouvrir yeux sur le monde réel et le comprendre d'eux-mêmes. Au niveau de l'unique halle centrale du chef-lieu, d'ailleurs fermé situé au nord-ouest de la ville, les quelques mandataires qui se comptent sur les bouts des doigts, rencontrés ce mercredi, se sont blackboulés de nous répondre, en nous recommandant de se connecter auprès de ceux qui gardent les caribous des complexes et autres chambres «frigorifiques», subventionnées par l'Etat-providence, disséminées à travers le territoire de la wilaya, et qui se compte dans la fourchette de plus de 170 chambres. Anarchie dans la wilaya de Mascara, qui à cause l'augmentation des prix est due essentiellement aux intermédiaires qui stockent dans ces fameuses chambres froides de l'Etat-providence, c'est-à-dire dans le cadre à l'appui aux profits des gros fellahs intouchables et proches de certains décideurs dans la wilaya de Mascara , voire même en haut lieu des hauts érigés du pouvoir, où des quantités importantes de pomme de terre, d'oignons, d'oranges, de pommes et même des bananes pour faire flamber le consommateur, vu que leur prix augmente de plus en plus. Les exemples ne manquent pas dans ce contexte néfaste, d'où l'absence des services concernés de l'Etat, qui sont pourtant chichement rémunérés. «A chaque hausse des prix des fruits et légumes, c'est une escadre de contrôleurs des prix, de journalistes et autres correspondants de presse qui nous agressent de toutes part par des questions à nous faire vomir cette profession de mandataire. On n'est pas ici pour enfreindre la loi, on ne fait qu'appliquer notre marge bénéficiaire, qui est loin d'être préférentielle», se révolte un mandataire. Plus loin, un autre mandataire dira en ces termes : « Le marché de gros des fruits et légumes du chef-lieu de la wilaya a été abandonné par des centaines de mandataires, et ce vu l'anarchie qui se déroule à ciel ouvert dans un autre marché de gros des fruits et légumes de Tighennif, illégalement béant par des gros bras des halles centrales sans foi ni loi, au vu et au su des responsables concernés. Aucun contrôle n'est permis dans ce haut lieu de l'irrationnel, véritable Etat dans l'Etat, le tout ceinturé par des comportements de délinquants, où les agressions et autres violences sont commises sur les personnes qui pénètrent dans le marché en question, y compris sur des mandataires qui osent réclamer leurs droits vulgairement bafoués par des personnes sans foi ni loi. Un mandataire, qui a voulu entretenir l'anonymat, s'exprimera en ces termes : « On ne veut pas d'intermédiaires et on réclame plus de considération vis-à-vis de notre profession et à notre égard contre ces irascibles personnages sans scrupules. C'est à l'Etat de séparer le bon grain de l'ivraie. Ici, je parle en connaissance de cause, car c'est trop ! Trop même ! ».

Dans cette comédie en trois temps à la vaudeville, on parle sur le dessus de la problématique qui perdure et qui demeure sur la question de la gestion du marché, et ce vu la non concertation des professionnelles sur le devenir de ces sites qui se comptent sur le bout des doigts au niveau de la wilaya de Mascara. Des sites de stockage agricole, à l'exemple de la daïra de Tizi-Ouzou, capables de palier aux insuffisances, demeurent gérés convenablement. On remarque un certain non-conformisme dans ces actions vitales de la part de ce qui sont sensés gérer la vie active de la wilaya. Les moyens ne manquent pas, mais c'est les idées qui font cruellement défaut dans une wilaya pilote.

Dans la foulée, on pointe du doigt les différents intermédiaires qui flambent le marché de gros, vu la faiblesse des rendements qui ont sérieusement touché l'Ouest algérien cette saison, le tout enveloppée dans une opacité totale, d'où la flambée des prix qui a fini par toucher tous les produits existants sur les étals des commerçants, y compris chez les vendeurs à la sauvette, qui sont constamment mis à rude épreuve par les services de police, et qui franchement accompagne tant bien que mal les petites bourses. Cette énième augmentation, et qui ne sera assurément pas la dernière, a touché les fruits et légumes, les légumes secs, la viande rouge, blanche, les poissons en particulier les produits détergents. A l'exemple des viandes rouges importées et d'origine douteuse ont été taxées à 1.000.00 dinars le kilogramme pour la viande hachée. Le pouvoir d'achat de la troisième couche baisse de plus en plus, les produits de première nécessité ont connu une hausse spectaculaire, à l'exemple des pois chiches, lentilles, haricots, sans compter le stockage illégal organisé pour reproduire les pénuries, comme au bon vieux temps.

Au-delà de ces raisons, si l'on observe la courbe éhontée de la mercuriale, le marché ou les marchés sont totalement incontrôlables, avec une fluctuation des prix hors d'atteinte et dont le légume national, qu'est la pomme de terre est cédé entre 50 et 65 dinars le kilogramme, selon la qualité et le calibre mis sur le marché, les oignons à 50 dinars, la tomate carrément entre 75 à 100 dinars, les poivrons à 150 dinars, les haricots verts à 200 dinars, les aubergines vendues entre 120 à 140 dinars, les concombres à 110 dinars, les carottes à 55 dinars et les navets sont coordonnés à 80 dinars le kg. Les fruits, il vaut mieux ne pas manipuler vu les prix affichés, spécialement les produits dits de «1er choix», à l'exemple de la pomme Golden à 500 dinars, la banane à 200 dinars, les oranges locales à 250 dinars, y compris les autres produits de luxe que la plupart des algériens ne peuvent pas se permettre. Dans le chapitre des légumes secs, c'est la débandade, et ce, compte tenu d'une situation sociale sensible, l'anarchie a prévalu sur un pouvoir d'achat qui n'existe plus. Plusieurs produits ont été signalés comme étant indisponible dans les divers commerces, et ce, vu les ruptures de la chaîne de distribution «organisées» par des barons intouchables. Par contre, chez certains commerçants, le prix des légumes secs qui sont exposés sont hors de la portée des ménages, selon le calibre, le pois chiche se monnaye à 350 dinars, les lentilles à 200 dinars, les haricots blancs à 220 dinars le kilogramme et même les pois cassés non pas échappé à cette incroyable hausse des prix, où le prix varie entre 200 à 260 dinars. Les semoules ont connu une très hausse sensible où le kilo de couscous se monnaye entre 15 à 170 dinars le kilogramme, idem pour les pâtes et autres produits similaires, à l'exemple des spaghettis où le sachet se monnaye entre 70 et 90 DA, selon la marque. Une situation qui a fortement déstabilisé les cours des légumineuses.

Le même constat qu'on a étalé en haut de notre article, concernant la viande rouge congelée qui est taxée au vu et au su de tout le monde à 1.000 dinars le kilogramme (viande hachée) et 1.300 dinars la viande importée dite «fraiche», d'ailleurs de très mauvaise qualité. Le poulet vidé, instable et fluctueux quant à lui, s'est envolé avec des prix qui varient entre 300 à 330 dinars le kilogramme et enfin le baromètre du pauvre, qu'est la sardine a vu son prix affiché à 600 à 700 dinars le kilogramme, et pour le poisson rouge, qui n'est pas largement commercialisé au chef-lieu de la wilaya, demeure un fruit défendu et hautement ruineux pour les bas salaires.

Parole d'un vendeur de poissons sur la place publique, qui nous dira en ces termes : « C'est quoi 600 dinars pour vous le kilogramme de sardine, vous qui touchez 50.000 dinars et des rappels ! ». Bref, notre ami le vendeur à la sauvette qui était un peu éméché se trompe peut-être de casquettes». Peut-être, dans un certain contexte, que notre bonhomme dit vrai, c'est quoi 600 dinars le kilogramme de sardine pour un salaire de 50.000 dinars et des rappels à la pelle. «Que les bas salaires baissent la tête», surtout quand des responsables se font servir par camionnettes entières de fruits et légumes, le peuple est tout nu ! Jusqu'à quand ces inégalités ?

Manseur Si Mohamed

Programme

TF1

12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.55 L'île aux secrets
15.35 Mystère à Salem Falls
17.00 Météo
17.10 Quatre mariages pour une lune de miel
18.15 Les plus belles vacances
19.00 Journal
19.20 Demain nous appartient
20.45 Habitons demain
20.55 Et si on se réinventait ?
21.05 Wonder Woman
23.05 Esprits criminels

France 2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.45 La p'tite librairie
15.05 Je t'aime, etc.
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.40 Vélo club
19.20 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.39 20h30, le dimanche
20.56 Les Etoiles du sport
20.59 Une minute pour s'engager
21.05 Un homme pressé

M6

10.55 Desperate Housewives
11.45 Desperate Housewives
12.00 Le journal
13.30 En famille
14.00 Notre histoire d'amour
16.00 Incroyables transformations
17.25 Mieux chez soi
18.45 Le journal
20.10 Météo
20.15 Scènes de ménages
20.25 E=M6
21.05 Capital
23.10 Enquête exclusive

France 3

06.30 Boule et Bill
06.42 Boule et Bill
07.09 Ludo
07.00 Garfield & Cie
08.05 Boule et Bill
08.30 Boule et Bill
09.20 Les as de la jungle à la rescousse
10.50 Ensemble c'est mieux !
11.20 La nouvelle édition
11.25 Météo
11.55 Journal
12.45 Météo
12.50 Rex
13.55 Rex
14.25 Rex
15.05 Le Renard
16.45 Personne n'y avait pensé !
17.10 Questions pour un champion
21.00 Météo
20.55 Laisse entrer la nature
21.05 Mrs Wilson
22.05 Mrs Wilson

TV5MONDE

20.30 Journal
21.00 Cépages rares, un patrimoine suisse
21.53 Chasselas forever, une histoire de cépage
22.54 Le journal
23.25 Chef.fe.s de brousse

W9

15.00 Un dîner presque parfait
16.55 Un dîner presque parfait
17.50 Un dîner presque parfait
18.50 Un dîner presque parfait
21.05 Lara Croft : Tomb Raider7
23.20 Encore heureux

CANAL+

16.50 Late Night
19.15 L'info du vrai
20.13 L'info du vrai, le mag
20.48 La boîte à questions
20.52 Groland le zapoï
21.01 La Gaule d'Antoine
21.07 A couteaux tirés
21.59 The Head
22.52 American Horror Story
23.34 American Horror Story

Ciné Cinéma Premier

18.57 Dédale meurtrier
19.59 L'instant cinéma
20.50 **Tu ne tueras point**
23.09 **Blood Diamond**

TMC

19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.10 La maison du bonheur
21.15 13 novembre
23.20 13 novembre

Direct 8

09.00 Les contes des 1001 darkas
13.50 Maigret
19.43 TPMP : première partie
20.42 Touche pas à mon poste !
21.57 Balance ton post ! L'after
22.57 Balance ton post ! L'after
23.35 Balance ton post ! L'after

France 4

20.00 Les as de la jungle à la rescousse
20.10 Une saison au zoo
20.40 Une saison au zoo
21.05 La p'tite librairie
21.40 Les hors-la-loi de la nature
22.35 Les hors-la-loi de la nature

Ciné Cinéma Frisson

16.45 Nikita
18.38 The Wave
20.35 Hollywood Live
20.50 **Godzilla II : roi des monstres**
22.57 Alien: Covenant

France 5

13.05 Entrée libre
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.40 Suricates superstars

Eurosport

17.45 Eurosport News
20.00 Ethias Cross 2020/2021
20.55 Eurosport News
21.00 Mos - Puebla de Sana bria (230,8 km)
22.00 Les rois de la pédale
23.30 Eurosport News
00.05 Ethias Cross 2020/2021

Arte

19.45 Arte Journal
20.55 Géométrie de la mort
21.45 Géométrie de la mort
22.35 Monstre sacré
23.25 Khibula

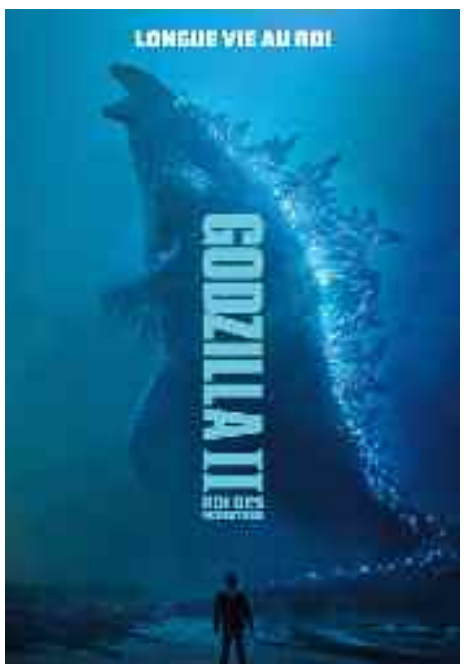
Sélection

Ciné Premier - 23.09
Blood Diamond
Film d'aventures de Edward Zwick

Sierra Leone, fin des années 90. Dans le chaos de la guerre civile, les destins d'un ancien mercenaire rhodésien et d'un modeste pêcheur sont liés par un diamant rose d'une valeur inestimable. Sierra Leone, 1999. Le pays est déchiré par une guerre civile meurtrière.

Ciné Premier - 20.50
Tu ne tueras point
Film de guerre de Mel Gibson

Juin 1945, dans l'enfer de la bataille d'Okinawa. Desmond Ross, servant comme infirmier parce qu'il refuse de porter une arme, s'illustre au feu en sauvant 75 blessés abandonnés en territoire ennemi.



Ciné Frisson - 20.50
Godzilla II : roi des monstres
Film de science-fiction de Michael Dougherty

Dix-sept créatures gigantesques débarquent sur Terre et commencent à s'affronter. Un groupe d'humains tente vaillamment de combattre ces Titans. Dis-sept monstres titanesques débarquent sur Terre, parmi lesquels Godzilla, Rodan, Kong, Scylla, Behemoth, Methuselah.

6e SYMPOSIUM D'ART DE PARIS

PARTICIPATION DE LA PLASTICIENNE IMÈNE LAMAMRI

La plasticienne algérienne, Imène Lamamri, prendra part au 6e Symposium d'art de Paris, prévu du 1er au 7 juillet dans la capitale française, ont annoncé les organisateurs.
Ses œuvres figureront aux côtés d'autres toiles d'une vingtaine d'artistes peintres issus de plusieurs pays comme la Tunisie, la Turquie, l'Irak l''Inde, l'Iran, le Pakistan, le Kosovo ou l'Ethiopie, a indiqué «Zervas Art», organisatrice de l'événement.
Parallèlement à l'exposition, un workshop dédié à la création artistique est prévu à l'occasion de l'édition 2021 du Symposium d'art de Paris. Une sélection d'œuvres réalisées dans le cadre des résidences de création devront être exposées dans les galeries d'art de France.
Autodidacte et diplômée en aéronautique, Imène Lamamri a dévoilé dernièrement ses toiles à Alger lors de l'exposition «Créations féminines» à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Pour sa première exposition, l'artiste a présenté sept tableaux qui interrogent la femme et ses émotions à travers des œuvres alliant surréalisme et figuratif.
Organisés depuis 1999 par «Zervas Art», les symposiums de peinture se tiennent chaque année dans plusieurs villes du monde. Ils visent à promouvoir les jeunes artistes et leurs œuvres à travers une «interaction» artistique et des échanges entre les artistes du monde entier.

R. C.

Festival national du Théâtre professionnel

C'est parti pour la 14e édition !

Le 14e Festival national du Théâtre professionnel (Fntp) s'est ouvert jeudi à Alger après deux ans d'interruption de l'activité artistique, avec «El Koursi», un spectacle de danse contemporaine autour de la thématique de la chaise, comme «témoin» d'une vie, devant un public astreint au strict respect des mesures d'hygiène sanitaire contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Accueilli au théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le 14e Fntp a choisi de rouvrir ses portes avec le spectacle chorégraphique, «El Koursi», une belle poésie muette d'une trentaine de minutes, conçue et mise en scène par Riadh Beroual et brillamment rendue par dix danseurs et autant de ballerines.
Plein de détermination et d'énergie, dix couples de jeunes soifs de réussite, tous de costumes vêtus, affichent une ferme intention d'intégrer le monde socio- économique, à travers l'exécution de plusieurs tableaux revoyant à différentes situations de vie, La chaise comme accessoire de jeu, était au centre de toutes les figures de styles présentées, d'abord comme siège de la pensée dogmatique, à travers l'exécution, en groupe et avec toutes les parties du corps, d'une danse rythmique, puis comme estrade de départ à une série de solos exprimant l'ambition, la compétence et le talent, ou encore comme tremplin à la propulsion des carrières, et enfin, comme tribune à toutes les polémiques et toutes sortes de conflits.
Retrouvant sa fonction première, la chaise finira dans un autobus ou dans une salle de spectacle pour servir les usagers et accueillir le public. Mohamed Cherif Lahoubi, concepteur de la bande son avec Riadh Beroual, a travaillé sur un enchaînement de plusieurs pièces célèbres tirées des répertoires de grands compositeurs de la musique classique universelle.
Pas moins de cinq chefs d'œuvre revisités et actualisés, dont «Brandenburg, concerto n°5», empruntés au maître du XVIIe siècle, Jean Sébastien Bach (1685-1750) et «Le Toréador» tiré du «Carnaval de Bizet», de Georges Bizet (1838-1875), ainsi qu'une composition personnelle, ont orné le silence et embelli le mouvement dans un spectacle visuel hautement esthétique. Les danseurs ont bien porté le thème de la chorégraphie, se donnant la réplique par la grâce du mouvement et la beauté du geste dans un exercice aux échanges intenses et au rythme ascendant et soutenu qui a permis l'occupation de l'ensemble de l'espace scénique. «El Koursi» est un spectacle qui nous «restitue notre vie dans ses joies et ses peines», a résumé Riadh Beroual, heureux, par ailleurs, de «constater cette reprise progressive de l'activité culturelle».
Auparavant, et après l'allocution d'ouverture lue par le directeur général du TNA, Mohamed Yahiaoui, le coup d'envoi officiel du 14e FNTP a été donné par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, après avoir annoncé la «consécration» de la date du 8 janvier «Journée nationale du Théâtre», une date hautement symbolique, a-t-elle expliqué, qui a marqué la «nationalisation du Théâtre national algérien en 1963».
Les lauréats des concours du «meilleur conteur» et de la «meilleure scène théâtrale» ont été ensuite distingués, après avoir rendu hommage aux comédiens, le regretté Mahmoud Bouhmoum, connu pour avoir interprété le personnage de «Shrek» dans la série «Djemai Family», Lydia Laarini, Hamid Achouri et le technicien de lumières du TNA, Mokhtar Mouffok. Retirée de la compétition du festival dans un premier temps, la pièce de théâtre, «Chkoun yekh'daê chkoun» (qui trahit qui ?), mise en scène par Ahmed El Aggoune et produite par le Théâtre régional de Skikda, a repris sa place parmi les spectacles en lice au 14e FNTP.
Le 14e Festival national du théâtre professionnel se poursuit jusqu'au 21 mars avec dix spectacles en compétition au TNA, et neuf autres en off, programmés au Théâtre municipal d'Alger-Centre et à la salle Hadj-Omar du même établissement d'accueil de ce grand événement culturel. Des conférences, des masters-class, des spectacles de rue et des ventes de livres en présence de leurs auteurs, sont également au programme du 14e FNTP.

R. C.

«Letraf» jouée au TNA

Mise à nu de l'absence d'humanisme dans les sociétés modernes

La pièce de théâtre «Letraf», qui traite de l'absence d'humanisme et de communication dans les sociétés des temps modernes, a été présentée, vendredi à Alger, devant un public restreint, tenu au strict respect des mesures d'hygiène sanitaire. Spectacle hors compétition programmé au 14e Festival national du théâtre professionnel (FNTP), «Letraf», mis en scène par Ahmed Belalem sur une adaptation de sa plume du texte «Fragments» de Samuel Beckett, a été accueilli à la salle Hadj-Omar du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna).
D'une durée de 50 mn, le spectacle, inscrit dans le registre du théâtre de l'absurde, rend la déshumanisation des rapports dans les sociétés d'aujourd'hui, due à l'absence totale de communication. Dans des atmosphères lugubres et sur un ton glacial, deux personnages mal habillés et sans ressources, l'un non-voyant et l'autre amputée d'une jambe, échangent leurs expériences en racontant quelques fragments de leurs vies respectives. Evoquant les temps anciens où les gens, étaient respectueux, solidaires et unis, les deux personnages vivant dans la détresse et la déchéance, font part de leur désespoir à voir les individus des sociétés actuelles remédier à ce mal menaçant et à cette calamité. Sur une scène complètement vide, les deux personnages, rendus par Kici Omar Oussid et Mustapha Dadouche, ont su porter la densité du texte et ont évolué sur tous les espaces de la scène, dans des échanges ascendants et soutenus. L'éclairage feutré et sombre et la bande son, ont répercuté les émotions des deux personnages dans leur errance, restituant le désespoir et l'anxiété qui les rongeaient. Produite par l'association culturelle de la jeunesse «4G», en collaboration avec le Théâtre régional de Mascara, la pièce «Letraf» sanctionne le 2e niveau des masters class, que Ahmed Belalem dirige dans le cadre de tout un programme de formation qu'il a initié depuis plusieurs années.

Le 14e Festival national du théâtre professionnel se poursuit jusqu'au 21 mars avec dix spectacles en compétition au TNA, et neuf autres en off, programmés au Théâtre municipal d'Alger-Centre et à la salle Hadj-Omar du TNA.
Des conférences, des masters-class, des spectacles de rue et des ventes de livres en présence de leurs auteurs, sont également au programme du 14e FNTP dont la compétition officielle s'ouvre ce vendredi soir avec une représentation de la pièce «Aramel» (veuves), produite par le Théâtre régional de Constantine et mise en scène par Chahinez Negouache.

R. C.

santé

Aliments à éviter lorsque l'on a la peau grasse

Certains aliments ne sont vraiment pas recommandés, surtout lorsque l'on souhaite lutter contre une peau trop grasse, qui nous dérange. Découvrez ces aliments à éviter.

Peau terne, peau sèche, manque d'éclat… Il est reconnu que l'alimentation que l'on adopte peut jouer en notre faveur ou non, sur l'ensemble de notre peau. De ce fait, avoir une alimentation saine et équilibrée, boire régulièrement de l'eau et prendre soin de soi permet à notre peau de rester belle et éclatante, tout au long de l'année.

Eviter les aliments trop riches en sucre et en gras

Pour lutter contre la peau grasse, il est indiqué d'éviter les aliments trop riches en sucre et en gras. On parle alors des plats préparés, des biscuits apéritifs, des sucreries, des sodas ou encore des viandes grasses, comme l'agneau ou encore le bœuf. Les produits laitiers sont également à éviter. Pourquoi ? Tout simplement parce que lait contient naturellement des hormones qui sont des précurseurs de la dihydrotestoterone (DHT). Cette hormone provoque généralement de l'acné et produit du sébum bien plus qu'il n'en faut à notre peau.

Évidemment, vous pouvez toujours vous faire plaisir de temps en temps, mais il faut tout de même faire attention à votre alimentation, pour lutter et se débarrasser d'une peau trop grasse, qui peut vite nous gêner au quotidien.

L'hydratation lutte contre la peau grasse

Il est recommandé de boire au minimum 1L d'eau par jour et pour cause, l'hydratation est un point clé très important, pour lutter contre la peau à tendance grasse. Le thé vert est également excellent pour lutter contre la peau grasse, en boire régulièrement permet de retrouver une belle peau et un organisme rapidement purifié des toxines.

Météo

Dimanche 14 mars : 16°C

Dans la journée :
Ciel dégagé
max 16°C, ressentie 18°C
Vent modéré de sud

Dans la nuit :
Ciel dégagé
7C, ressentie 18°C
Vent modéré d'ouest

Alger :
Lever du soleil : 07:05
Coucher du soleil : 18:50

nutrition

Aliments indispensables et pérennes pour avoir une alimentation saine, selon les nutritionnistes

Le rééquilibrage alimentaire n'est pas une mince affaire… Quoi manger ? Quels aliments conserver dans sa cuisine pour adopter définitivement une alimentation saine ? Les nutritionnistes nous éclairent sur le sujet ! Lorsqu'on se lance dans un rééquilibrage alimentaire, le plus compliqué est de savoir quoi manger. Pourtant, paradoxalement, cela constitue la plus grande partie du chantier.

Alors, quels aliments privilégier? A cette question, la plupart des gens répondraient : "des fruits et des légumes frais". Malheureusement, il peut s'avérer difficile pour certains de cuisiner des produits aussi frais, car ils périssent rapidement et ne durent pas très longtemps dans nos armoires et dans nos placards. Cependant, on a tendance à l'oublier, mais il n'y a pas que les "produits frais" qui sont remplis de bienfaits et qui sont bons pour la santé ! En effet, certains aliments sont connus pour leur richesse nutritive, sont sains et surtout, non-périssables.

Des haricots en conserve et des lentilles

Les haricots en conserve et les lentilles sont des aliments sains que vous pouvez conserver pendant de longs mois voire même, de longues années (jusqu'à 5 ans pour les conserves, par exemple). Ils font partie des aliments de choix à avoir dans sa cuisine ! Très nourrissants, ils sont riches en nutriments, en fibres, en vitamines, en magnésium et en fer.

Des fruits et des légumes congelés

Les fruits et les légumes naturels sont des aliments périssables. Le fait de les mettre dans le congélateur ou de les acheter directement congelés permet d'en conserver le maximum de bienfaits.

Des aliments fermentés

Les aliments fermentés sont bons pour la santé et ce, pour de multiples raisons : ils améliorent notre système digestif, en réduisent l'inflammation et régulent le taux de sucre dans le sang. En plus de comporter toutes ces vertus, ils ne périssent pas rapidement.

Des spécialistes estiment qu'à température ambiante, on peut les conserver pendant presque 18 mois.

(A suivre)

Recette du jour

BASBOUSSA À LA CRÈME DE CITRON

INGRÉDIENTS

Pour le gâteau:

- 2 œufs
- 1/2 verre de sucre
- 1 sachet de levure
- 1/2 verre de lait
- Zeste de citron
- 1/2 verre d'huile
- 1 verre de semoule moyenne
- 1/2 verre de chapelure

Pour le sirop:

- 1 verre de sucre
- 2 verres d'eau
- 1 tranche de citron

PRÉPARATION

Battre les œufs avec le sucre et la vanille, puis ajouter le zeste, l'huile, le lait et enfin la chapelure. ajouter la levure et la semoule; Verser dans moules beurrés et farinés et enfourner dans un four préchauffé à 180°C pendant environ 20min. Démouler et arroser de sirop

Préparation du sirop :
Mettre l'eau, le sucre, le morceau de citron dans une casserole, et laisser sur le feu environ 15 minutes et réserver.
Garnir avec la crème au citron à l'aide d'une poche à douille.

Horaires des prières

Dimanche 30 radjab 1442 :
14 mars 2021

Dhor 12h58
Asser 16h18
Maghreb 18h54
Icha 20h12

Lundi 1 chaabane 1442 :
15 mars 2021

Fedjr 05h33

numéros utiles

SANTÉ

Samu :
021.67.16.16/67.00.88

CHU Mustapha :
021.23.55.55

CHU Ben Aknoun :
021.91.21.63

CHU Beni Messous :
021.93.11.90

CHU Baïnem :
021.81.61.13

CHU Kouba :
021.58.90.14

Ambulances :
021.60.66.66

Dépannage Gaz :
021.68.44.00

Dépannage Electricité :
021.68.55.00

Service des eaux :
021.58.32.32/58.37.37

SÉCURITÉ

Protection civile :
021.61.00.17

Sûreté de wilaya :
021.63.80.62

Gendarmerie :
021.62.11.99/62.12.99

ADRESSES UTILES

Aéroport Houari-Boumediene
021.54.15.15

Air Algérie (Réservation)
021.28.11.12

Air France :
021.73.27.20/73.16.10

ENMTV :
021.42.33.11/12

SNTF :
021.76.83.65/73.83.67

SNTR :
021.54.60.00/54.05.04

Hôtel El-Djazaïr :
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi :
021.74.82.52

Hôtel Hilton :
021.21.96.96

Hôtel Sofitel :
021.68.52.10/17

Hôtel Sheraton :
021.37.77.77

Hôtel Mercure :
021.24.59.70/85

Ligue 1 (17e journée)

La JS Saoura nouveau leader

La JS Saoura s'est emparée une nouvelle fois du leadership de la Ligue 1 algérienne de football, en battant le WA Tlemcen (1-0), vendredi pour le compte de la 17e journée, ayant vu le MC Alger et le CR Belouizdad se neutraliser (1-1) dans le derby algérois.

La bonne affaire du jour est donc celle réalisée par la JSS, ayant provisoirement repris les commandes du championnat avec 32 points, profitant notamment de l'absence de l'ancien leader, l'ES Sétif, dont le match contre la JS Kabylie a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement de ces deux clubs dans les différentes joutes continentales.

Le club de Bechar l'a emporté grâce à un penalty transformé par Hamidi à la 33', reléguant le WAT par la même occasion à la 13e place du classement général, avec seulement 18 unités au compteur.

Dans le derby algérois, les choses avaient relativement bien démarré pour le Doyen, ayant ouvert le score par Belkheir juste après le retour des vestiaires (47'). Mais la joie des Vert et Rouge a été de courte durée, puisqu'une bévue du gardien Farid Chaâl a permis au Béninois Koukpo d'égaliser peu après l'heure de jeu (63').

La bonne affaire du jour est celle réalisée par la JSS. (Photo › La NR)

Un score de parité qui n'arrange aucun des deux antagonistes, car si le CRB reste provisoirement 8e avec 22 points, le MCA n'est que 11e, avec 20 points, et avec le sérieux risque de se faire dépasser par certains concurrents directs. En effet, plusieurs formations, classées entre la 6e et la 20e place joueront demain, et si certaines d'entre elles gagnent, elles pourraient rejoindre le Doyen, ou même le distancer.

De leur côté, l'Olympique Médéa et l'USM Bel-Abbès, qui ont joué ce vendredi, se sont finalement neutralisés sur le score d'un but partout, alors que le «carton du jour» a été à l'actif du CS Constantine, ayant littéralement atomisé le RC Relizane (5-2).

Les choses avaient pourtant relativement bien démarré pour les visiteurs, ayant ouvert le score dès la 3e par Balegh, mais la réaction des Sanafir a été impitoyable, notamment, par leurs buteurs-maison Aymen Lakdja et Abdelhakim Amokrane, qui ont réussi des doublés, respectivement aux (31', 52') et (64', 84'). Un précieux succès à domicile, qui permet au CSC de rejoindre provisoirement l'USM Alger à la 9e place, avec 21 points, au moment où le RCR s'est fait rejoindre par le MCA à la 11e place, avec 20 points pour chaque club.

R. S.

Résultats partiels :

Vendredi :

MCA – CRB	1-1
OM – USMBA	1-1
JSS – WAT	1-0
CSC – RCR	5-2

Reporté :

ESS – JSK

Classement :	Pts	J
1. JS Saoura	32	15
2. ES Sétif	30	14
--. MC Oran	30	16
4. O. Médéa	29	17
5. JS Kabylie	27	14
6. AS Aïn M'lila	26	15
7. Paradou AC	23	16
8. CR Belouizdad	22	12
9. USM Alger	21	15
--. CS Constantine	21	16
11. MC Alger	20	13
--. RC Relizane	20	16
13. WA Tlemcen	18	16
14. NA H. Dey	17	16
15. ASO Chlef	16	14
--. US Biskra	16	16
17. USM Bel-Abbès	15	17
18. NC Magra	11	15
19. JSM Skikda	08	15
20. CABB Arréridj	04	14

CR Belouizdad

Le directeur du pôle compétitif Kourichi annonce sa démission

Le directeur du pôle compétitif du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Taoufik Kourichi, a annoncé vendredi sa démission de son poste, tout en justifiant sa démarche par sa mauvaise relation avec l'entraîneur français Franck Dumas. «Le courant ne passait plus entre moi et l'entraîneur Franck Dumas, on n'échange plus, on ne communique plus, ça ne pouvait pas continuer comme ça. J'ai préféré me retirer pour lui laisser champ libre et gérer son équipe comme il veut, peut-être je le dérangeais, il ne fallait pas oublier que j'avais une casquette de dirigeant et même de technicien», a indiqué Kourichi sur les ondes de la Radio nationale.

Le départ de Kourichi intervient au moment pour le Chabab, champion d'Algérie sortant, traverse une crise de résultats, que ce soit en championnat ou bien en Ligue des champions d'Afrique, en alignant six matches sans victoire dans les deux compétitions.

«J'ai demandé à rencontrer le président du club Charaf-Eddine Amara, et je lui ai affiché ma démission de quitter le club par rapport à cette tension qui existe aujourd'hui. J'aurais aimé continuer dans ce projet, mais c'était impossible de continuer à collaborer, j'ai préféré me sacrifier dans l'intérêt de l'équipe. J'ai passé 14 mois au CRB, j'ai réussi dans certaines opérations et j'ai échoué dans d'autres». En dépit de la mauvaise passe que traverse le CRB, le désormais ancien dirigeant du club phare de Laâquiba a estimé que l'équipe avait les moyens de «rebondir» prochainement.

«Il n'y a pas feu en la demeure. C'est vrai que nous traversons une période difficile en matière de résultats, mais il y'a un bon groupe en place qui a les moyens de rebondir, il faudra juste apporter quelques réglages».

Avant de conclure : «Maintenant, je vais prendre du recul. Depuis mon arrivée au Chabab, je n'ai jamais pris de congé. Je pars avec le sentiment du devoir accompli, j'ai la conscience tranquille».

Championnats d'Afrique sur piste

Trois nouvelles médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne de cyclisme a enrichi de trois médailles sa moisson aux championnats d'Afrique sur piste, actuellement en cours au Caire (Egypte), dont une en or, glanée par la phénomène Nesrine Houili dans la course éliminatoire des juniors (filles).

Outre cette nouvelle médaille en métal précieux, la sélection nationale a glané deux autres breloques en bronze, respectivement par Salah-Eddine Cherki, dans la course éliminatoire des juniors (garçons), et par Yacine Chalel, également dans la course éliminatoire mais chez les seniors (messieurs). C'est la cinquième médaille d'or pour la jeune Houili (17 ans), qui avait déjà fait sensation lors de la première journée de compétition, en raflant l'or du 500 mètres, puis celui du Scratch, avant de récidiver le lendemain, lors de la deuxième journée, en raflant une nouvelle fois l'or, aux épreuves de poursuite individuelle et de Kirine (juniors/filles).

La sélection algérienne qui participe à ces championnats d'Afrique sur piste avec un total de 16 cyclistes (messieurs et dames / juniors et seniors) porte ainsi son total à 13 médailles à l'issue de cette 3e journée : 6 or, 2 argent et 5 bronze.

Fédération de karaté do

Les AG ordinaire et élective fixées

→L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de karaté do (FAK) se tiendra le 20 mars courant, à la salle de conférences du stade 5-Juillet (Alger), et elle sera suivie de l'assemblée générale élective (AGE), fixée au 2 avril, au même endroit, a-t-on appris vendredi auprès de cette instance.

Pour s'assurer que les travaux de l'AGO se dérouleront dans de bonnes conditions, la FAK a tenu à rappeler certains points importants, afin d'éviter toute mésentente le jour «J».

Parmi ces conditions, la nécessité de présenter une copie du dossier d'affiliation, fixée à 30 000 DA, et une copie du reçu de paiement des cotisations à l'AGO, s'élevant à 1 000 DA pour chaque membre de l'assemblée.

L'instance Fédérale a rappelé au passage que «le vote par procuration n'est pas permis», et que le président sortant, Slimane Mesdoui, ainsi que les membres de son bureau «ne pourront pas voter lors de la présentation des bilans» moral et financier.

EN DEUX MOTS

Tournoi qualificatif de handball aux JO : Défaite de l'Algérie face à la Slovénie

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de handball s'est inclinée (36-28, mi-temps 17-11) face à son homologue slovène, en match disputé vendredi après-midi à Berlin (Allemagne), pour le compte de la première journée du Tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, les deux autres pensionnaires de ce groupe, l'Allemagne et la Suède s'étaient neutralisées sur le score de 25 partout.

A Berlin, la sélection algérienne est en compétition avec la Slovénie, la Suède et l'Allemagne, alors que deux autres tournois se déroulent simultanément à Montpellier (France) et à Podgorica (Monténégro), dans la même perspective de qualification aux JO de Tokyo.

Les nations engagées à Podgorica sont : le Chili, la Corée du Sud, la Norvège et le Brésil, alors que celles qui sont en compétition à Montpellier sont : la Croatie, le Portugal, la France et la Tunisie.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifient au tournoi de handball des Jeux olympiques de Tokyo, prévu du 24 juillet au 8 août 2021.

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Directeur commercial :
Ouahid Kouba.
Composition **PAO** ***La Nouvelle République*** Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
sport

en direct
Handball
Défaite de l'Algérie face à la Slovénie

le match à suivre
Ligue 1
La JS Saoura, nouveau leader

football
CR Belouizdad
Le directeur du pôle compétitif Kourichi annonce sa démission

Patrice Motsepe, 7e président élu de la Confédération africaine de football

Une feuille de route signée Infantino

Ce n'est une surprise pour personne. L'assemblée générale élective qui vient d'avoir lieu à Rabat (Maroc), a installé ce vendredi 12 mars, conformément à la feuille de route de la FIFA, le milliardaire sud-africain Patrice Motsepe dans les fonctions de 7e président de l'histoire de la Confédération africaine de football ! Élu par acclamation, conformément aux statuts de l'instance. En l'occurrence l'article 18.11 qui stipule «lorsqu'il y a un seul candidat, il est élu sans opposition par acclamation».

Le Sud-Africain Patrice Motsepe, nouveau président de la CAF. (Photo › D. R.)

Il succède ainsi au Malgache Ahmad Ahmad, condamné en novembre 2020 à 5 ans de suspension par… la FIFA pour des violations du code d'éthique (le Tribunal arbitral du sport a ramené cette sanction à deux ans) qui l'ont empêché de briguer un nouveau mandat.
Motsepe est donc aux commandes de la CAF pour 4 ans. Il hérite d'une institution qui traîne des stigmates d'une image ternie par une avalanche de dossiers qui fument encore. Agé de 59 ans, il devra surtout démontrer qu'il n'est pas qu'une simple marionnette à la solde de la FIFA, donc de Gianni Infantino, qui en avait fait son candidat et qui se trouve à l'origine du compromis entre candidats et de son élection… Une mission qui se présente déjà comme impossible.
Les professionnels du football africains réagissent «on peut tromper ou soudoyer des présidents des Confédérations africaines de football, mais pas les joueurs professionnels africains». Cette déclaration d'une star indique bien que le football africain n'a presque jamais été géré par les Africains, mais par «les auteurs de cette stratégie et leurs acolytes».
Au départ, trois candidats figuraient dans cette course, puis se retirent au nom de la «l'unité africaine» et d'un «protocole de Rabat» au nom duquel les concurrents «fictifs», le Sénégalais Augustin Senhor, l'Ivoirien Jacques Anouma et le Mauritanien Ahmed Yahya. Ils optent pour des postes proposés, notamment des postes au sein de cette nouvelle équipe que «patronne» désormais Gianni.
Pour Senghor, il sera nommé 1er vice-président de la CAF, Yahya 2e vice-président et Anouma conseillé spécial du président. Aussi, pour relancer l'institution créée en 1957, le président pourrait s'appuyer sur cinq vice-présidents, contre trois sous Ahmad, et ce, pour assurer une «meilleure représentativité des différentes composantes de la CAF», selon le chef de l'administration (secrétaire général) de la CAF, Abdelmounaïm Bah. Plus sûrement pour contenter un maximum de personnes.
Le mot du nouveau patron de la CAF «c'est vraiment un très grand honneur et un privilège incroyable pour moi, a réagi l'intéressé, sitôt après les timides applaudissements qui ont confirmé sa victoire. Je voudrais remercier mon frère Gianni pour sa vision et ses encouragements pour que nous travaillions dans l'unité et c'est uniquement ainsi que nous pourrons relever les défis posés à l'Afrique. Nous ne pouvons réussir qu'en étant unis». Il a aussi eu un mot pour ceux qui ont fini par renoncer à se présenter, après un «compromis» obtenu avec le concours de la FIFA, fin février à Rabat. «Mes frères Senghor, Yahya et Jacques Anouma, merci infiniment !»
Il pourrait, selon des informations, ramener la CAN à 2 ans et annuler la proposition faisant programmer cet événement africain tous les 4 ans. Le Marocain président de la Fédération marocaine (FRMF) et de la commission des finances de la CAF, Fouzi Lekjaa, selon RFI, a invité ses hôtes à redresser la barre rapidement, après quatre années pénibles. «La CAF s'installe dans un déficit annuel autour des 10 millions de dollars. Elle est en train de bouffer (sic) ses capitaux, ses fonds propres», a-t-il lâché peu avant l'élection de Patrice Motsepe. «Le défi majeur de la nouvelle équipe est d'inverser la courbe, ce qui permettrait à la CAF de jouer son rôle en développant le football». Le Marocain conclut, au sujet de réserves financières propres estimées à 60 millions de dollars «si on continue dans cette logique, on aura de quoi fonctionner normalement durant le mandat qui vient puis ce sera l'impasse».
Il va parcourir le continent à la rencontre de tous les présidents de fédération. Enfin, toujours selon RFI, la présidence de la CAF envisagerait de parcourir le continent à la rencontre de tous les présidents de fédération dès la première année de son mandat. Lui qui ne vient pas de ce sérail, plutôt habitué à côtoyer les grands de ce monde comme lors du Forum économique de Davos qu'il adore, Patrice Motsepe s'invite dans un nouveau cercle, celui des patrons du football mondial.

H. Hichem

A voir
- Canal + : Paris-SG - Nantes à 21h
- Canal + Décalé : Manchester United - West Ham à 20h15

La Der

Le temps mort de Zetchi…

Il a fini par comprendre. Le président de la Fédération algérienne de football Kheireddine Zetchi qui briguait une place au sein du Conseil de la FIFA s'est retiré dans les temps morts. Eh oui. Il s'est mis à l'évidence que ses chances étaient minimes face à des membres plus influents, plus rusés dans le jeu de coulisse que sont le Marocain Faouzi Lekjaâ et l'Egyptien Hani Abo Rida. Eux ont travaillé depuis longtemps, contrairement à notre compatriote que nous aurions aimé voir briller à la FIFA, dans d'autres conditions. Hélas, c'est la triste réalité. Que pesons-nous aujourd'hui ? Zetchi qui s'est jeté seul dans l'aventure n'a pas bénéficié du soutien escompté de ceux qui ont à charge le sport, mais aussi d'autres réseaux qui auraient pu venir en soutien si cette candidature était bien réfléchie, bien préparée.
«Le président de la FAF a choisi la voie de la sagesse en décidant de retirer sa candidature au poste de membre du Conseil de la FIFA. Entre le rejet de sa candidature, le 26 janvier 2021, par l'organe chargé de l'examen des candidatures de l'instance du football internationale, et sa réhabilitation, par le Tribunal arbitral du sport de Lausanne le 5 mars 2021, Zetchi n'a pu effectuer sa campagne électorale convenablement et défendre ainsi les chances de l'Algérie de figurer au sein du Conseil de la FIFA», a indiqué la FAF sur son site officiel.
Cette «voie de la sagesse», nous l'avions préconisée il y a bien longtemps pour nous éviter une humiliation à Rabat. Non pas que nous étions contre le président de la FAF, mais nous avions jugé cette candidature «faible», sachant que le travail de coulisse exige un travail de longue haleine mais aussi des dépenses conséquentes, chose que les concurrents marocain et égyptien ont eu le temps de ficeler. Comment peut-on aller vers une aventure pareille alors que le courant est coupé entre la FAF et la tutelle qu'est le ministère de la Jeunesse et des Sports ? Que l'on ne nous dise pas le contraire. Tout le monde sait qu'il y a rupture entre ces deux parties. D'ailleurs, le responsable de la Com de la FAF a clairement signifié sur les ondes de la Radio algérienne, vendredi, qu'il y avait eu «sabotage» à partir d'Alger. Ça peut choquer, mais ce n'est pas la première fois que cela arrive. N'est-il pas temps de crever l'abcès, donner des noms, dire les choses clairement pour avancer au lieu de se lamenter sur notre sort… Il ne suffit pas de gagner une CAN pour se faire une place au soleil. Il est temps de se réveiller…

Sofiane Gassouma